

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

-----□-----

**FACULTE DE DROIT ET DES
SCIENCES POLITIQUES**

-----□-----

**MASTER II
DROIT DES AFFAIRES**



**PROJET PROFESSIONNEL PERSONNALISE DE
L'ETUDIANT**

**PROTECTION DES ENTREPRISES LOCALES FACE
A LA CONCURRENCE A L'IMPORTATION**

Présenté par : LAINGONIAINA Sambatra Mamiarinosy

Numéro à l'examen : 5

Année Universitaire 2018 - 2019

Soutenu le 25 Août 2020

REMERCIEMENTS

Ce travail ne serait pas arrivé à terme sans le soutien technique, moral et financier de plusieurs personnes à qui j'adresse mes vifs remerciements.

Mes sincères remerciements s'adressent tout d'abord à tout le corps enseignant de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques qui, de par les efforts dont ils témoignent quotidiennement, ont contribué à la qualité de la formation que j'ai reçue.

Je tiens à remercier aussi mon époux, mes enfants pour leur encouragement et patience.

Enfin, je remercie chaleureusement tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACP-UE : Afrique Caraïbe Pacifique- Union Européenne

AFE : Accord sur la Facilitation des Echanges

AGOA: Afric Growth and Opportunity Act

ANMCC : Autorité Nationale Chargée des Mesures Correctives Commerciales

COI: Commission de l'Océan Indien

COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa

EPC: Examen de la Politique Commerciale

FIMZOMPAM: Fikambanana Miaro ny ZO ny MPAnjifa Malagasy

GATT: General Agreement Tariff and Trade

IS : Impôt Synthétique

IR : Impôt sur les Revenues

NPF : Nation la Plus Favorisée

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ORD : Organe de Règlement des Différends

OTC : Obstacles Techniques aux Commerces

P. : Page

PAD : Procédure d'Accélération de Dédouanement

PME: Petite et Moyenne Entreprise

SADC : Southern Africa Development Community

SLFD : Services de Lutte contre les Fraudes Douanière.

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

SIM : Syndicat des Industries de Madagascar

UD : Union Douanière

ZLE : Zone de Libre Echange

SOMMAIRE

PARTIE I : LES RAISONS D'ETRE DE LA PRISE DES MESURES DE PROTECTION DES ENTREPRISES LOCALES

CHAPITRE I : LE CONTEXTE

Section 1 : Définition des entreprises locales

Section 2 : Grands principes régissant la concurrence dans le marché interne

Section 3 : Evolution du cadre d'intervention des entreprises

CHAPITRE II : LES ENJEUX

Section 1 : Importation : favorable aux consommateurs mais préjudiciable aux producteurs locaux

Section 2 : Comportements préjudiciables

Section 3 : Impacts économiques dus aux atteintes des entreprises locales

TITRE II : LA CONCRETISATION DES MESURES DE PROTECTION DES ENTREPRISES LOCALES FACE AUX ASPECTS PREJUDICIALES DE L'IMPORTATION

CHAPITRE I : DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION

Section 1 : Actions possibles

Section 2 : Prescriptions obligatoires

Section 3 : Mesures correctives commerciales applicables

CHAPITRE II : ANALYSE DE L'EFFECTIVITE DES MESURES DE PROTECTION ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Section 1 : Intérêts de la prise des mesures de protection

Section 2 : Réticence dans l'application des mesures prises

Section 3 : Mesures d'accompagnement

INTRODUCTION

« Il n'y a rien de plus nécessaire que le commerce dans un Etat »¹. Ainsi, les relations commerciales influencent le développement économique d'un pays. D'où l'intérêt pour chaque gouvernement de bien déterminer sa politique commerciale. Elle constitue, selon Benjamin J. Cohen « la somme des gestes posées par l'Etat dans le but d'influencer l'étendue, la composition et la direction de ses importations de biens et services »². Elle permet la définition de la politique économique de l'Etat vis-à-vis du commerce international. Pour Madagascar, après son indépendance en 1960, elle songea d'une politique économique néo-libéralisme nuancée³, par suite de son appartenance à la zone franc, quoique la France était son principal partenaire commercial. L'économie malgache a été mise sous une économie planifiée, lors de notre sortie de la zone franc et se caractérisa par la nationalisation des sociétés commerciales. Par manque de moyens financiers propres dans la mise en œuvre du paradis social, le gouvernement était contraint de demander du soutien financier au Fonds Monétaire International, dont il devait suivre une politique d'ajustement structurel imposée par cet organisme international. Cette situation a marqué le virage de la politique économique de Madagascar d'une économie administrée en économie de marché. Depuis l'année 1990, le libéralisme économique, une doctrine se fondant sur les fameux termes laissez faire laissez passer, domine la politique commerciale du pays en une économie libérale. Dans celle-ci, la liberté d'entreprendre, la liberté du commerce et de l'industrie sont les principes gouvernants. Elles se constituent en des libertés de créations et d'exercices des activités économiques, de l'importance des initiatives privées, qui sont garanties par la liberté de la concurrence et la liberté dans la fixation des prix suivant le jeu de l'offre et de la demande.

Ce libéralisme s'intensifie par l'influence de la mondialisation et de la domination du système commercial mondial. Dès lors, Madagascar est désormais membre officiel de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) depuis le 17 Novembre 1995. L'OMC, une organisation à vocation internationale, ayant pour principal objectif la libéralisation générale du commerce sur le plan mondial. Cela engendre la prolifération des intégrations économiques régionales, dont Madagascar est devenue membre de la COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) et de la SADC (Southern Africa Development Community). En corollaire, des mesures de facilitations douanières devaient être prises et les tarifs douaniers devaient consolider, jusqu'à l'existence même de taux Zéro. Ce qui

¹ Jean-Baptiste COLBERT, mémoire sur le commerce 1664. Clic. [https://www.histoire_in-citation\(s\).fr](https://www.histoire_in-citation(s).fr)

² Benjamin J. Cohen in Analyse de la politique commerciale, vol 36, n°3, Septembre 2005, P. 341.

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Philibert_Tsirana

explique l'ouverture du marché malgache au monde entier et l'inondation des produits venant du reste du monde sur le territoire national. Quand bien même, le pays n'arrive pas à sortir de l'extrême pauvreté⁴.

La meilleure stratégie est donc la promotion des entreprises locales à travers précisément de leur accompagnement et de leur protection puisque personnellement convaincu que le développement du pays dépend d'une industrialisation forte et compétitive. D'où la prise de ce thème : « protection des entreprises locales face à la concurrence à l'importation », c'est un thème d'actualité, intéressant le développement du pays. L'étude de ce thème nous présente d'intérêt théorique que pratique : sur le plan théorique, il nous fait comprendre l'évolution de la concurrence et la politique commerciale de Madagascar, en plus de mettre l'accent sur le bien être des consommateurs, elles commencent à donner place à la protection des producteurs locaux. Sur le plan pratique, il nous permet de relever les agissements auxquels doivent porter les mesures de protection et l'enjeu même de l'imposition de ces mesures dans les relations commerciales.

Sont considérées importées, toutes les marchandises qui ne sont pas produites par les entreprises locales et qui sont entrées sur le territoire douanier, destinées à être mises en vente sur le marché local. La concurrence à l'importation existe dès que les produits importés sont similaires ou directement concurrents à ceux des entreprises locales. Plusieurs facteurs peuvent être pris en compte dans cette compétition : la quantité, la qualité, la valeur, ... La quantité d'un produit donné sur un marché donné conditionne le prix de celui-ci. Plus le produit est en excès, plus son prix diminue. Pour les consommateurs, l'entrée en volume des importations est beaucoup plus favorable de leur côté. En revanche, cela occasionne des aspects préjudiciables aux branches de production nationale. A ce propos, des questions méritent d'être posées : Dans quelles mesures les importations présentent-elles des aspects préjudiciables vis-à-vis des entreprises locales ? Et comment protège-t-on ces dernières ?

Précédemment aux données concernant ces questions, nous avons procédé à des collectes d'informations, des lectures des documents physiques que numériques, avec des enquêtes sur terrain, d'une part auprès des ministères de tutelle : le ministère du commerce et de l'industrie et celui des douanes. Et d'autre part auprès des acteurs économiques, y compris les producteurs locaux et les importateurs. Ces recherches tant théoriques que sur terrain sont pertinentes à l'élaboration de ce mémoire.

⁴ Rapport Banque mondiale, Madagascar-vue d'ensemble. Disponible sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overviewdies2>

La tendance du système commercial international est d'éliminer toutes les barrières tarifaires et non tarifaires qui entravent la libéralisation des échanges. Toutefois, il est admissible, selon les articles VI du GATT (General Agreement Tariff and Trade) et Accord antidumping, XVI du GATT et Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et XIX du GATT et Accord sur les sauvegardes, de prendre des mesures correctives commerciales le cas échéant.

La loi n° 2005-020 du 17 Octobre 2005 sur la concurrence fait paraître une tentative de vouloir protéger les producteurs locaux dans son article 6⁵. Celui-ci a été réaffirmé par la loi refonte sur la concurrence n° 2018-020 du 23 Août 2018 dans son article 7 qui dispose ainsi « ..., des mesures antidumping, mesures compensatoires ou des mesures de sauvegarde peuvent être prises par l'autorité chargée des mesures correctives commerciales aux fins de protéger des producteurs nationaux ou des branches de production nationale, à l'issue d'une enquête ouverte et menée par ladite autorité ». L'Autorité Nationale Chargée des Mesures Correctives Commerciales (ANMCC) a été créée à cette fin par le décret n°2014-1726 du 12 Novembre 2014 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité⁶. La mise en œuvre de ces mesures est régie par le décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

Pour mieux répondre aux questions sus-posées, voyons dans la première partie de ce mémoire, les raisons d'être de la prise des mesures de protection des entreprises locales (PARTIE I), avant de mettre en exergue la concrétisation de ces mesures de protection (PARTIE II).

⁵« Le Gouvernement peut, dans le cadre limitatif de l'application des accords et conventions internationaux dont Madagascar fait partie et selon les pratiques internationales, par voie de décret pris en Conseil du Gouvernement, prendre des mesures de sauvegarde à caractère temporaire, aux fins de protection de l'industrie locale.... Les pratiques commerciales déloyales résultant de dumping ou de subventions peuvent également être prouvées, après enquêtes spécifiques, sur la base d'une plainte de la branche de production nationale s'estimant lésée, en vue de déterminer l'existence de dommage causé à son encontre et d'appliquer le droit antidumping ou compensatoire correspondant ».

⁶ Décret n°2014-1726 du 12 Novembre 2014 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale chargée des Mesures Correctives Commerciales, modifié et complété par le décret n°2016-823 du 5 Juillet 2016.

PARTIE I : LES RAISONS D'ETRE DE LA PRISE DES MESURES DE PROTECTION DES ENTREPRISES LOCALES

Les principaux moteurs de développement économique d'un pays sont les entreprises. Non seulement elles contribuent aux budgets de l'Etat par les paiements des droits fiscaux mais elles sont aussi des entités pourvoyeuses d'emplois et qui contribuent en conséquence à l'amélioration du niveau de vie de la population. Toutefois, l'évolution des relations commerciales mondiales restreignent le domaine de la concurrence des entreprises des pays d'accueils (chapitre I). C'est le cas actuel de Madagascar, la majorité des industries locales est menacée de la concurrence des produits importés qui sont souvent entrés en volume et moins chers que les produits nationaux. Lorsque le secteur industriel est touché, les producteurs des matières premières vont aussi être affectés et c'est l'économie en général qui ne fonctionne pas (chapitre II).

CHAPITRE I : LE CONTEXTE

Le régime du libéralisme économique fait en sorte que toutes les entreprises interviennent sur le marché. Qu'elles se concurrencent librement les unes des autres. En effet, pour maintenir une concurrence saine et loyale, des principes sont imposés par le droit de la concurrence pour pouvoir règlementer les comportements des acteurs sur le marché, en l'occurrence les entreprises. En revanche, l'évolution du cadre d'intervention des entreprises sous l'effet de la libéralisation mondiale du commerce rend plus tendue et rude la concurrence dans le marché interne.

De prime à bord, nous allons développer la notion d'entreprise locale (section 1), et les principales règles régissant la concurrence dans le marché interne (section 2), avant d'analyser l'évolution de ses domaines d'intervention (section 3).

Section 1 : Notion juridique des entreprises locales

Le lexique des termes juridiques définit l'entreprise en tant que « Unité économique qui implique la mise en œuvre des moyens humains et matériels de production ou de distribution de richesse sur une organisation préétablie » ⁷. Elle est donc une entité autonome de production et à la fois elle distribue des biens, produits et services. Les entreprises varient selon leur dimension, leur forme ou secteur d'activité dont elles appartiennent. En tout cas, elles sont toutes soumises à des règles de fonctionnement préétablies pour pouvoir œuvrer dans le secteur formel.

⁷Lexique des termes juridiques. Dalloz, 23^{ème} édition, 2015-2016, P. 439.

Paragraphe 1 : Définition d'entreprise et d'entreprise locale

D'une définition plus simple, l'entreprise est d'une organisation en vue de produire des biens et des services. Cependant, les éléments de la définition du concept entreprise varient selon le contexte dont-on l'utilise. En droit de travail, les facteurs de productions sont les éléments clés pour définir une entreprise. C'est-à-dire ce sont les éléments humains et matériels qui la composent. La définition économique met alors l'accent sur ses objets, qui sont les activités de production, de commercialisation, d'industrialisation, de service, ... Et la loi sur la concurrence, dans son article 4-1 définit l'entreprise comme étant « une organisation autonome qui coordonne un ensemble des facteurs en vue de la production et de la distribution de certains biens et services sur le marché »⁸.

En partant de ces définitions, pour définir l'entreprise, trois (03) éléments doivent être pris en comptes :

- une organisation autonome ;
- des activités économiques ;
- le marché.

A- Une organisation autonome :

Une entreprise est une entité qui agit de manière autonome sur un marché. Elle exerce ses activités de son propre chef et dispose d'une autonomie des décisions. C'est-à-dire c'est à elle-même de fixer ses objectifs, organiser les tâches et enfin d'être responsable de ses actions. Prenons un exemple précis : le commerçant. Selon la définition légale : « sont commerçants ceux qui accomplissent des actes de commerce à titre indépendant et dans un but lucratif et en font leur profession habituelle »⁹. On peut donc affirmer qu'un commerçant est une entreprise, il agit de manière indépendante, de son propre chef et de sa propre décision. Or toutes les entreprises ne sont pas tous commerçants.

B- Des activités économiques :

Les activités économiques comprennent toutes les activités exercées à titre onéreux. Celles qui atraient à des buts lucratifs. C'est la spécialisation même d'une entreprise : la recherche de profits. Cela dit, celles qui sont gratuites ne sont pas des activités économiques. Ces activités économiques consistent dans la production, distribution ou commercialisation des biens et services sur le marché.

⁸ Loi n° 2018-020 du 23 Août 2018 sur la concurrence

⁹ Article 1.1 de la loi n°1999-018 du 02 Août 1999 relative aux actes du commerce et commerçants.

C- Un marché

Le marché est le lieu où se rencontre les offres et les demandes. Dès qu'il existe un échange d'un bien appartenant au vendeur contre un prix du consommateur, il y a un marché. Il y a donc autant de marchés que d'opérations de vente et achat¹⁰. Le marché est non seulement le domaine principal d'intervention des entreprises et leurs clientèles mais aussi un lieu de rencontre avec les autres intervenants, qui sont les entreprises concurrentes, les fournisseurs, les distributeurs.

De plus, c'est un lieu où se déroule la concurrence des entreprises. L'abondance des produits s'identifie la pluralité des producteurs ou des fournisseurs sur un marché donné. Mais quand est-ce qu'un marché est concurrentiel ?

Le marché concurrentiel, dit aussi un marché pertinent, possède deux aspects fondamentaux : le marché des produits substituables et le marché géographique¹¹. D'une part, deux produits sont dits substituables lorsqu'en absence de l'un, le consommateur peut en acheter l'autre. Quand les produits sont substituables ou interchangeables, il existe un marché concurrentiel. La substituabilité peut être en raison de leurs caractéristiques, de leurs prix ou de leurs usages. Prenons comme exemple, un consommateur qui a prévu d'acheter une nouille « Matsiro », en absence de celle-ci chez son épicerie, il décide d'acheter une nouille « Apollo ». Dans ce cas, on est dans un marché concurrentiel de pâtes alimentaires. D'autre part, il y a une homogénéité des produits dans une aire géographique où se déroule la concurrence.

En somme, les entreprises locales sont celles qui exercent leurs activités économiques sur le territoire national conformément aux dispositions légales en vigueur, et sont régulièrement inscrites dans les registres ou répertoires réservés spécialement selon la nature des activités économiques qu'elles effectuent. Les accords de l'OMC désignent les entreprises locales en tant que « branche de production nationale ». La branche de production nationale c'est l'ensemble des producteurs nationaux des produits similaires aux produits importés¹².

¹⁰ Article 4-2 loi n° 2018-020 du 23 Août 2018 sur la concurrence.

¹¹ Glossaire des termes de concurrence, le marché pertinent. Communication de la commission européenne. (Disponible sur : <https://www.concurrences.com>).

¹² Article 04 Accord antidumping.

Paragraphe 2 : Classification des entreprises locales

On peut classer les entreprises locales soit par leurs tailles soit par leurs appartenances à des branches d'activités ou par leurs formes juridiques.

A- Classification des entreprises selon leurs dimensions

Selon Naudet Jean-David, dans son étude intitulée « les petites entreprises à Madagascar », affirme que : « la segmentation des entreprises reste les mêmes tant au niveau des pays en développement qu'au niveau des pays industrialisés »¹³. La première segmentation est constituée par les microentreprises, qui disposent en général d'un effectif salarial au-dessous de 10 personnes. Celles de la deuxième sont les petites et moyennes entreprises. Les petites comprennent de 10 à 50 salariés et au nombre de 50 à 250 pour les tailles moyennes. Et dans la troisième segmentation, ce sont classées les grandes entreprises qui emploient entre 250 et 500 salariés. L'effectif des salariés dans une entreprise donnée permet d'identifier la structure et l'organisation interne d'une entreprise, qui influencent sa capacité à maintenir la concurrence.

B- Classification de l'entreprise selon les branches d'activité et de production

Selon la nature des activités, il y a les entreprises agricoles, les entreprises industrielles, les entreprises commerciales et les entreprises prestataires de service. D'abord, les entreprises agricoles regroupent principalement les entreprises œuvrant dans les secteurs primaires : agriculture, élevage et pêche. Puis, les entreprises industrielles constituent les industries de transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis et les industries dites extractives spécialisées dans les exploitations minières. Ensuite, sont considérées comme entreprises commerciales toutes les entreprises de distribution, qui peuvent être les grossistes, les centrales d'achats, les détaillants. Et il y a enfin les entreprises prestataires de service comme les banques, et les entreprises de transports.

C- Classification selon la forme juridique de l'entreprise

A l'esprit de la loi n°2003-036 du 30 Janvier 2004 sur les sociétés commerciales, une société est un instrument juridique pour les acteurs économiques afin de donner à leur activité une existence juridique. Dès lors, toute activité économique quel que soit sa nature industrielle, commerciale, libérale ou artisanale doit avoir une forme juridique. Les formes juridiques les plus courantes à Madagascar sont les entreprises individuelles, la société à responsabilité

¹³ Naudet Jean-David, les petites entreprises à Madagascar. Statéco n°86, Avril 1997, P. 23.

limitée (SARL) et la société anonyme¹⁴ (SA). Mais, il peut exister aussi d'autres formes sociales : la société en nom collectif (SNC), la société en commandite simple (SCS), la société en commandite par action (SCA), et le groupement d'intérêt économique (GIE).

On peut classer ces formes juridiques en deux catégories : les entreprises individuelles et les entreprises sociétaires. Le choix de la forme juridique repose entre autres par la nature de l'activité, la volonté de s'associer ou non, de l'organisation patrimoniale, le fonctionnement, la situation financière et le choix des règles fiscales.

On parle d'une entreprise individuelle lorsque l'activité est exercée à titre personnel et au propre nom de l'entrepreneur. En général, ce sont les microentreprises qui sont exploitées individuellement¹⁵. L'exemple adéquat est le commerçant individuel. Les entreprises sociétaires sont les entreprises exploitées communément par quelques personnes qui conviennent d'exercer ensemble une activité économique¹⁶. L'entreprise constitue dans ce cas une personne morale et dispose d'une personnalité juridique distincte des actionnaires qui la composent. Il est aussi possible pour une seule personne d'instituer une entreprise sociétaire.

D- Composition du capital social des entreprises locales

À la différence des entreprises individuelles, les entreprises sociétaires ne peuvent pas se constituer sans capital social. Les associés apportent soit des sommes d'argent ou des biens en nature afin de constituer le capital social de la société et qui va constituer ainsi le financement des activités de l'entreprise. Les associés peuvent aussi faire des apports en industries pour les sociétés dites sociétés de personnes, par lesquels ils mettent à la disposition de l'entreprise des services ou de ses compétences¹⁷. Il est possible qu'une partie du capital des entreprises locales soit détenu par une société étrangère, soit à cause d'une filialisation dont la société étrangère détient plus de la moitié du capital social de l'entreprise locale¹⁸, soit à cause d'une quelconque participation dans le capital de l'entreprise permettant à la société étrangère d'exercer un contrôle sur elle. Dans ces cas, elles restent des entreprises locales, par contre en cas d'ouverture d'une enquête relative aux importations, elles ne peuvent pas être prises en comptes lors de la formation de la branche de production nationale même si elles produisent ou commercialisent localement de produit similaire dès que la société mère ou celle qui les

¹⁴ RAONINTSOA RAKOTOMALALA Samuel, guide de la création d'entreprise à Madagascar. Cité, Novembre 2002, P. 22.

¹⁵ Patrick MONASSIER, cours entreprise, classification des entreprises, P. 4.

¹⁶ Article premier loi n°2003-036 du 30 janv.2004 sur les sociétés commerciales.

¹⁷ Ibidem., article 32.

¹⁸ Ibidem., article 195.

contrôle exportent les mêmes produits. D'après l'OMC : « un producteur ne sera réputé être lié à un exportateur ou à un importateur que : a) si l'un d'eux, directement ou indirectement, contrôle l'autre; ou b) si tous les deux, directement ou indirectement, sont contrôlés par un tiers; ou c) si, ensemble, directement ou indirectement, ils contrôlent un tiers, à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de soupçonner que l'effet de la relation est tel que le producteur concerné se comporte différemment des producteurs non liés. A ces fins, l'un sera réputé contrôler l'autre lorsqu'il est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celui-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation »¹⁹.

Paragraphe 3 : Régimes relatifs au fonctionnement des entreprises locales

A- Libre accès aux activités économiques moyennant un agrément administratif

La politique économique de Madagascar met en valeur la liberté économique en admettant à tous un libre accès aux activités génératrices de revenus. C'est la Constitution même qui reconnaît et qui garantit cette liberté²⁰, et qui s'exprime alors à travers le fameux principe de la liberté d'entreprendre. Celui-ci se traduit par la reconnaissance aux initiatives privées de s'engager à une activité économique de son choix. Toutefois, une telle liberté n'est pas absolue. La loi refonte sur la concurrence n'a pas manqué de fixer des dispositions concernant la réglementation de l'accès aux activités économiques et le fonctionnement des entreprises locales dans le secteur formel²¹, en disposant dans son article 2 que : « toute personne peut librement exercer toute activité, tout commerce et toute industrie, sous réserve du respect des conditions prescrites par les dispositions législatives et réglementaires ». Entre autre il faut un agrément ou une autorisation administrative pour pouvoir exercer une activité. A cet effet, certains dossiers doivent être constitués d'avance, évidemment avec des droits d'enregistrement et l'immatriculation auprès des répertoires nationaux spécialisés pour chaque branche d'activité est une condition sine qua non. Il s'agit en l'occurrence du registre du commerce et de la société pour les activités commerciales, du répertoire des métiers pour la branche artisanale. Pour question d'identification et de contrôle, les entreprises locales doivent être en possession de la carte d'identification fiscale, de la carte statistique et du certificat d'existence d'établissement.

¹⁹ Bas de page n°11 Accord antidumping

²⁰ Article 37 de la Constitution de Madagascar de la Quatrième République.

²¹ Une des évolutions de la loi refonte sur la concurrence n°2018-020 du 23 Août 2018 : dispositions sur la réglementation du secteur informel (voir article 02).

B- Soumission à des obligations comptables et fiscales

Les entreprises locales doivent tenir des livres comptables qui leur permettent de gérer correctement l'entreprise et le cas échéant permettant à l'Etat de vérifier les déclarations fiscales. Elles doivent payer des impôts, des droits et taxes correspondants aux activités qu'elles effectuent et suivant des taux fixés par l'administration. Pour les entreprises locales possédant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 200 millions Ariary, elles payent un impôt sur le revenu IR à un taux de 20 % du bénéfice annuel. Pour les entreprises locales présentant un chiffre d'affaires inférieur à 200 millions Ariary, elles payent des impôts synthétiques à un taux annuel de 5% du chiffre d'affaires²². La taxe sur les valeurs ajoutées est invariable avec un taux de 20%.

Section 2 : Grands principes régissant la concurrence dans le marché interne

Une économie de marché, c'est la politique économique de Madagascar à partir des années 90. Dans laquelle on prime les initiatives économiques privées qui vont entrer dans une sorte de compétition dans le marché, c'est-à-dire d'entrer en concurrence. Or dans la concurrence, c'est la loi du plus fort puisque la concurrence tue la concurrence²³. Les consommateurs vont subir les conséquences de la rude concurrence des entreprises, d'où l'encadrement juridique des comportements des acteurs économiques à travers les grands principes du droit de la concurrence.

Paragraphe 1 : Principe de la liberté et de la loyauté de la concurrence

A- Liberté de la concurrence : un principe garant de la liberté d'entreprendre

La liberté d'entreprendre, fut née de la liberté de commerce et de l'industrie, qui est devenue le principe gouvernant la vie commerciale, dont il trouve sa source du décret d'Allarde de 1791 en reconnaissant la liberté à toutes les personnes de faire tel ou tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon²⁴. Il implique d'une part une liberté d'établissement, c'est-à-dire que chacun peut fonder l'entreprise de son choix, avoir accès à l'activité professionnelle qu'il souhaite. Il suppose d'autre part, une liberté d'exercice qui reconnaît au propriétaire d'exploiter son bien, de gérer son entreprise à sa guise.

Ces libertés de création et d'exercice doivent être plus favorables et plus conditionnées par la liberté de la concurrence. En d'autres termes, la liberté de la concurrence renforce

²² ANDRIAMANANTENA J. Mahefa, inspecteur des impôts, EDBM.

²³ CNUCED, liens entre la concurrence, la compétitivité et le développement. TD/B/COM.2/CLP/30, 3-5 juillet 2002, P. 4.

²⁴ Paul DIDIER, droit commercial, l'entreprise individuelle, tome1. 2^{ème} édition, Presses Universitaires de France, Avril 1997, P. 243.

l'effectivité de la liberté d'entreprendre en reconnaissant non seulement la pluralité des entreprises sur le marché mais aussi en admettant de faire concurrencer aux autres²⁵.

B- Libre concurrence soumise au principe de la loyauté

Les entreprises ont le droit de se faire concurrence et d'utiliser tous les moyens qui leur conviennent afin d'attirer les consommateurs même en prenant les clientèles des autres. Toutefois, il faut respecter aussi la liberté individuelle des autres concurrents de pouvoir à leur tour accéder et exercer librement sur le marché. D'où, le principe de la loyauté de la concurrence, qui règlemente les comportements dépassés de certaines entreprises concurrentes. La liberté de la concurrence ne permet pas de faire ce que l'on veut, mais d'être en compétition dans le respect des autres concurrents par la non utilisation des procédés déloyaux et illicites²⁶. Il s'agit entre autres de ne pas jeter le discrédit sur les produits ou la personne des concurrents, de faire une publicité commerciale tendant à comparer ces produits des autres entreprises, se placer dans le sillage d'un autre pour pouvoir exploiter ses clientèles et désorganiser ses concurrents²⁷.

Paragraphe 2 : Principe de la compétitivité des entreprises et du bien-être des consommateurs

A- Renforcement de la compétitivité des entreprises

L'objectif des entreprises c'est d'être compétitif sur le marché, de pouvoir attirer plus de clientèle, plus de part du marché que les autres. C'est la concurrence qui stimule la compétitivité d'une entreprise, en favorisant l'abaissement des prix, l'amélioration de la qualité, l'apparition sur le marché des produits nouveaux et de la diversité des offres²⁸. Elle se traduit sous forme des récompenses à celles qui sont efficaces et sanctionnant celles qui ne le sont pas²⁹, c'est à dire d'être éliminées de la compétition ou de subir de dommage concurrentiel. Dans la pratique, celui qui est compétitif tend à imposer ses propres lois et veut monopoliser le marché en cherchant à restreindre la concurrence ou à expulser les autres.

B- Le bien-être des consommateurs : une limite aux entreprises

L'un des objectifs visés par la loi refonte sur la concurrence est le bien être des consommateurs. Les entreprises, une fois dans la concurrence, ont tendance à utiliser tous les

²⁵ Dominique LEGEAIS, droit commercial. 11^{ème} édition, Syrey, P. 211.

²⁶ Yves GUYON, droit des affaires, tome 1 : droit commercial général et sociétés. 9^{ème} édition, Economica, 1996, P. 875.

²⁷ Articles 9, 10, 11, 12 de la loi refonte sur la concurrence n°2018-020 du 23 Août 2018.

²⁸ Yves GUYON, op. cit. P. 889.

²⁹ CNUCED, liens entre la concurrence, la compétitivité et le développement. TD/B/COM.2/CLP/30, 3-5 juillet 2002, P. 3.

moyens afin d'attirer les consommateurs, qui vont au-delà du respect de choix, sécurité et santé des consommateurs. A toute stade des activités commerciales, les entreprises doivent prendre en compte les intérêts des consommateurs que ce soit dans la production ou la commercialisation des produits. En effet, les règles de la concurrence interdisent les fraudes, falsifications et certains procédés selon lesquels les entreprises remplacent la stimulation concurrentielle saine et loyale au détriment des consommateurs³⁰. Il s'agit par exemples : la pratique du prix d'appel, qui consiste en une énonciation d'une diminution importante du prix d'un produit mais qui comprend une dérivée de vente, oriente les consommateurs à d'autres produits ; la pratique de vente ambulante qui ne permet pas aux consommateurs de bénéficier de certaines garanties et de sécurité.

Paragraphe 3 : Principe de la transparence et de la loyauté des transactions

A- Transparence tarifaire

La transparence au niveau des prix s'avère nécessaire surtout à Madagascar, puisque la concurrence se joue entièrement sur le prix. C'est une condition nécessaire à la transparence du marché et au libre jeu de la concurrence³¹. La transparence au niveau des prix consiste d'une part à informer en avance les consommateurs des conditions de vente et du prix du produit afin de justifier la loyauté des transactions. Il se fait alors par voie de marquage, étiquetage ou affichage³². Elle emporte aussi aux consommateurs de pouvoir réclamer une facture à chaque achat et surtout pour les achats plus de 10000 Ariary³³. D'autre part, cette obligation de facturation s'étend dans les relations commerciales entre professionnelles et doivent contenir toutes les informations concernant le rabais, les ristournes, ... La facturation présente ainsi d'intérêt sur la comptabilité de l'entreprise, du fisc et surtout en cas de litige.

B- Transparence du circuit de distribution

La loi refonte sur la concurrence a clairement souligné le circuit de distribution et imposant une obligation à tous les acteurs économiques de respecter le circuit dont ils sont enregistrés. Afin de faciliter la traçabilité des produits sur le marché, l'article 14 de la même loi dispose que : « tout commerçant de produit, biens et services est tenu au strict respect de la séparation de la fonction entre les acteurs dans le circuit de la commercialisation ». Pour les produits locaux, ce circuit commence par les producteurs ou les industriels, ensuite les

³⁰ Exposé des motifs de la loi n°2015-014 du 19 juin 2015 sur les garanties et la protection des consommateurs.

³¹ Yves GUYON, droit des affaires, tome 1 : droit commercial général et sociétés. 9^{ème} édition, Economica, 1996, P. 955.

³² Article 13 al 1 loi n°2018-020 du 23 Août 2018 sur la concurrence.

³³ ANDRIAMANANTENA J. Mahefa, inspecteur des impôts. EDBM.

collecteurs ou grossistes et enfin les détaillants. Concernant les produits importés, il commence par les importateurs, puis les grossistes et les détaillants. Et pour les produits d'exportation, il débute par les producteurs ou industriels locaux vers les collecteurs ou exportateurs. Or ces circuits de commercialisation ne sont respectés à Madagascar, puisqu'il existe un mélange entre grossiste et détaillant. Celui qui dispose de sa carte de grossiste qui, quand même vend aux consommateurs.

Section 3 : Evolution du cadre d'intervention des entreprises

Le marché est le principal domaine d'intervention des entreprises. Dans lequel les producteurs se désengorgent de leurs productions et les consommateurs vont satisfaire leur besoin. En général, toute entreprise commence à se développer au niveau du marché local. Face à l'ouverture des relations commerciales, les entreprises se voient développer leur activité au niveau international ainsi que régional.

Paragraphe 1 : Relations économiques au niveau du marché local

Il n'y a pas de définition internationalement acquis du marché local, en revanche on peut le définir en tant qu'un marché intérieur, c'est-à-dire un marché se trouvant limité par le territoire d'un Etat.

A- Le marché local en tant que marché intérieur

En tant que marché intérieur, il implique une liberté de circulation tant pour les facteurs de production que pour les productions elles-mêmes, c'est-à-dire les marchandises. Cette liberté de circulation dans le marché intérieur se traduit par une abolition des droits de douane à l'intérieur d'une même frontière.

- La liberté de circulation des facteurs de production : y compris d'une part, les mouvements libres des mains d'œuvres d'une région à une autre, du milieu rural vers la ville. D'autre part, la libre circulation des matériels et matériaux nécessaires à la production. Prenons l'exemple de la SOMACOU pour la fabrication des couvertures en cotons, elle les a acquis dans la partie sud de Madagascar alors que l'usine de fabrication se trouve à la capitale. Des contraintes en infrastructure dérogent à cette liberté de circulation des éléments de productions, ce qui rend les coûts trop chers et empêche l'élargissement du marché intérieur. On peut aussi citer entre autres la difficulté d'approvisionnement en énergie électrique surtout dans les milieux ruraux³⁴.

³⁴ Examen de la politique commerciale. Rapport de Madagascar, 2015, P. 2.

- La liberté de circulation des marchandises : il y a deux types de marchandises, celles qui sont physiques, ce sont les biens ou les produits, et celles qui sont appelés services. La commercialisation des biens et services dans le marché interne est libre. Toutefois, certaines prestations de service sont soumises à certaines conditions ou exigent une autorisation, comme les entreprises d'assurances. De même pour les produits, il faut par exemple pour les produits alimentaires un certificat de consommabilité avant leur mise sur le marché, aussi pour les médicaments, il faut une autorisation de mise sur le marché³⁵. De plus, depuis le mois de Juin 2019, le ministère du commerce et de l'industrie dispose d'un nouveau logiciel permettant un suivi pour le lot de production et les dates de péremption des marchandises³⁶.

B- Le marché intérieur et l'intervention de l'Etat

La définition du marché en tant que marché intérieur implique l'existence des libertés. C'est l'essence même du marché libéral. Celui-ci signifie que l'Etat ne peut être un acteur sur le marché. Il intervient seulement en édictant des règles pour le fonctionnement du marché et pour la protection du consommateur.

L'Etat joue le rôle d'un régulateur du marché, il fournit les règles et sanctionne les dépassements. En tant que tel, il garantit le libre jeu de l'offre et de la demande, qui permet une détermination libre des prix³⁷. En d'autres termes, les entreprises appliquent des prix qu'elles veulent proposer pour vendre plus. En revanche, l'Etat peut prendre de décret pris en conseil des ministres qui restreint cette liberté de prix pour certains secteurs présentant de difficulté d'approvisionnement (l'eau et l'électricité) et aussi en cas de hausse ou baisse excessive des prix³⁸.

Il assure également l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché et intervient par exemple en cas de pénurie. Ces interventions se font dans l'intérêt des consommateurs que pour les entreprises elles-mêmes. L'Etat doit aussi de son côté s'efforcer à ne pas fausser le jeu de la concurrence. Il ne doit accorder à quelconque entreprise des aides lui permettant d'en profiter une quelconque avantage par rapport aux autres. Il doit assurer une égalité de chance à tous les opérateurs économiques actifs dans le marché local et instaurer un environnement favorable pour ces derniers.

³⁵ Examen de la politique commerciale, rapport Madagascar 2015, P. 11.

³⁶ Chef de service de la prévention des fraudes Mme RAKOTOARISOA TIAVINA N., ministère du commerce et de l'industrie.

³⁷ Article 2 al 2 de la loi n°2018-020 du 23 Aout 2018 sur la concurrence.

³⁸ Ibidem., article 2 al 4.

Paragraphe 2 : Ouverture internationale du Marché

Madagascar est devenue partie contractante du GATT depuis le 30 septembre 1963. Une organisation multilatérale fondée après la deuxième guerre mondiale en vue de la libéralisation du commerce sur le plan mondial à l'aide d'une élimination progressive des barrières aux commerces³⁹. Des négociations multilatérales commerciales (NMC) se sont succédées dans le GATT afin de réduire progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires entravant les échanges des produits⁴⁰.

La dernière NMC dans le GATT de l'Uruguay round aboutit au GATT de 1994, qui est devenu l'actuelle Organisation Mondiale du Commerce à partir de l'année 1995. L'OMC, basée sur un système commercial mondial libéral et ouvert, a pour principales perspectives le relèvement des niveaux de vie et du revenu réel, la réalisation du plein emploi, l'accroissement de la production et du commerce et d'une utilisation optimale des ressources mondiales⁴¹.

Ayant poursuivie les objectifs ainsi posés par le GATT, l'OMC ne se contente pas seulement de l'abolition des tarifs douaniers mais elle a appréhendé plusieurs domaines relatifs aux commerces, y compris les obstacles techniques aux commerces (OTC), le commerce des services, le marché publique,

Pour que la concurrence internationale soit loyale, l'OMC a institué des principes de base auxquels vont se soumettre les entreprises des pays membres.

A- Droit de douane : seul moyen de protection des entreprises nationales, ainsi consolidé.

Au fur et à mesure que le commerce se libéralise continuellement, les entreprises nationales se sentent menacer de la concurrence à l'importation. Ce qui leur incite à prendre des mesures restrictives. Toutefois, le principe posé par l'OMC est de ne protéger les entreprises locales qu'avec le droit de douane seulement. C'est pourquoi, il est interdit par exemple pour les pays membres de recourir à des restrictions quantitatives⁴². Malgré le fait que le droit de douane est le seul moyen permis pour protéger les entreprises nationales, l'OMC exige encore une consolidation de ce droit. Un abaissement général et progressif des

³⁹ RODOLPH S. IMHOOF, le GATT et les zones de libre-échange. George et Cie, volume 18, 1979, P. 2.

⁴⁰ Dominique CARREAU, et al., Droit international économique. LGDJ, 3^{ème} édition, 1990, P. 89.

⁴¹ Préambule de l'Accord instituant l'OMC.

⁴² Le principe de l'interdiction de restriction quantitative peut être l'objet d'une exception pour le cas par exemple d'un excédent en volume d'un produit national similaire au produit importé.

droits de douane. En d'autres termes, les pays membres ne doivent pas relever les droits ainsi réduits et doivent maintenir le même niveau pendant quelques périodes⁴³.

B- Principe de la non-discrimination

Dans le système commercial mondial, l'OMC invite les pays membres à respecter le principe de la non-discrimination dans les relations commerciales. Ce principe se décline en deux catégories de règles : d'une part, il s'agit du traitement de la nation la plus favorisée (NPF). L'objectif est que les pays se traitent de manière égale dans les relations commerciales sans distinction du pays d'origine du produit. Cela veut dire que, les droits de douane et les autres règlements s'appliquant à un produit importé ou exporté vont s'imposer entre les membres ou bien le traitement favorable ou avantageux accordé par un pays à un membre s'étend aux autres membres. Il n'est donc pas possible en quelque sorte d'appliquer des réductions tarifaires bilatérales parce qu'elles signifient un traitement supérieur que les autres⁴⁴. D'autre part, il s'agit de la règle du traitement national des produits étrangers. C'est une forme de non-discrimination entre les produits importés et les produits similaires d'origine nationale. Une fois que les marchandises importées entrent dans le territoire douanier et ayant fini les procédures de dédouanement y afférentes, ces marchandises doivent être traitées de manière égalitaire aux produits nationaux similaires. Cela signifie que les produits importés dans un pays membre ne sont pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement des produits nationaux.

Paragraphe 3 : Vers des intégrations régionales

Admettons que l'OMC a posé comme une règle de base la NPF, toutefois il est admis comme exception à cette règle l'établissement des Zones de Libre-Echange (ZLE) et des Unions Douanières (UD). Ce sont ces intégrations régionales qui garantissent la libéralisation et l'expansion progressive des relations commerciales internationales. La principale idée de ces intégrations régionales est de créer un espace économique unifié afin que les territoires des pays adhérents constituent un seul territoire douanier, dans lequel les droits de douane et les autres règlements commerciaux vont être éliminés. Ce sont donc des moyens de libéralisation du commerce⁴⁵.

A la différence de la ZLE, les membres de l'UD appliquent des tarifs extérieurs communs (TEC) aux autres parties qui ne sont pas membres de l'UD. Madagascar est en UD

⁴³ OMC, un commerce ouvert pour l'avenir. William Rappard, 1995, P. 5.

⁴⁴ Michel GODET et Olivier RUYSEN, les échanges internationaux. Coll. « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 1978, P. 29.

⁴⁵ RODOLPH S. IMHOOF, le GATT et les zones de libre-échange. George et Cie, volume 18, 1979, P. 39.

avec les pays membres de la COMESA depuis 1995 et elle a adhéré la ZLE de la SADC qui est ratifiée le 17 Avril 2008.

A- Relations économiques de Madagascar avec la COI (Commissions de l'Océan Indien)

La COI, un organisme intergouvernemental créé par l'accord Victoria de 1984, réunissant les Comores, la Réunion, Maurice, les Seychelles et Madagascar. L'objectif est la promotion des échanges commerciaux entre les Etats membres. La COI vise bien d'autres domaines que le commerce et l'économie, entre autres l'agriculture, l'éducation, la culture et la conservation des ressources et des écosystèmes⁴⁶. 70% des activités de la COI sont financées par l'Union Européenne par le biais du Fonds Européen de Développement. La COI fait disposer à ses membres d'un certificat d'origine. Cela fait jouir d'un tarif douanier préférentiel pour toutes les importations en provenance des Etats membres de la COI, d'une réduction de 80% en 1998 et qui s'est réduit à 100% à partir de l'année 2000. En effet, Madagascar ne trouve pas encore une meilleure place dans la COI et notre balance commerciale avec la COI est toujours déficitaire puisque les exportations sont frappées des barrières commerciales⁴⁷.

B- Situation de Madagascar dans la COMESA

Madagascar est parmi les 21 pays membres de l'UD de la COMESA depuis 1995. L'objectif est de former un marché commun des pays membres, ce qui implique une liberté des circulations des marchandises par la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires. Ce qui fait que tous les biens et services venant des pays non membres sont assujettis à un tarif unique convenu ou un tarif extérieur commun (TEC)⁴⁸. D'où la réduction à 100% des droits de douane des marchandises en provenances de ces membres⁴⁹. Malgré cela, notre balance commerciale reste toujours en déséquilibre avec la COMESA et ne cesse de décroître au détriment de Madagascar. Prenons l'exemple en 2007, si Madagascar exporte 107 milliards d'Ariary, elle importe une valeur de 191 milliards d'Ariary. Et en 2017, la valeur des

⁴⁶ www.douanes.gov.mg/coi

⁴⁷ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MDG/fr/NE.RSB.GNFS.CD.html>, balance commerciale de Madagascar avec la COI s'affiche depuis toujours négative.

⁴⁸ Le COMESA en bref, croissance à l'unisson, prospérité partagée. Unité communication institutionnelle, Septembre 2018, P. 1.

⁴⁹ Article 46 al 1 de traité instituant le COMESA « Les Etats membres s'engagent à réduire et, en fin de compte, à éliminer d'ici l'an 2000, conformément au programme adopté par la Conférence de la ZEP, les droits de douane et les autres taxes d'effet équivalent qui sont perçus sur ou en rapport avec l'importation de remplissant les conditions du régime douanier du Marché commun ».

importations est multipliée par deux de la valeur des exportations soit 634 milliards d'Ariary pour les importations et 313 milliards d'Ariary pour les exportations⁵⁰.

C- Situation de Madagascar au sein de la SADC

La SADC est le troisième groupement régional auquel Madagascar est membre depuis la ratification du 17 Août 2008. La finalité de la SADC est d'établir une zone de libre-échange entre les 15 pays membres en vue d'une autosuffisance collective, et d'amélioration du niveau de vie de la population de la région à travers une utilisation harmonieuse et rationnelle des ressources disponibles. Les principaux importateurs de Madagascar au sein de la SADC sont l'Afrique du Sud et l'île Maurice et les exportations de Madagascar vont principalement vers ces deux pays⁵¹. Nonobstant, elle présente toujours une balance commerciale négative vis-à-vis de la SADC. Si elle importe 1000 milliards d'Ariary en 2017, elle exporte la même année 520 milliards d'Ariary⁵². Comme Madagascar est en ZLE avec la SADC, les tarifs douaniers sont réduits à 100%, avec un taux zéro.

D- Relations économiques avec l'AGOA et l'ACP-UE

D'une part, avec le retour de Madagascar à l'AGOA (Afric Growth and Opportunity Act) depuis le mois de Juin 2014, Madagascar jouit des tarifs préférentiels pour toutes les exportations vers l'Amérique surtout pour les produits textiles et agricoles. Le nombre des entreprises éligibles en zone franche s'accroît et cela arrange un peu l'exportation de Madagascar qui a significativement progressée de 58.5% entre 2016 et 2017⁵³.

D'autre part, Madagascar est parmi les 79 Pays de l'Afrique Caraïbe Pacifique (ACP) avec lesquels l'Union Européenne (UE) a conclu l'accord de Cotonou en vue d'un partenariat commercial. Madagascar profite des tarifs préférentiels pour toutes les exportations vers l'Union Européenne et en contrepartie le pays doit réviser ses tarifs douaniers pour les marchandises en provenance de l'UE, pour les biens primaires de 8% à 0%, les biens intermédiaires de 8% à 5% et de 8% à 15% pour les produits finis⁵⁴.

Par rapport aux autres intégrations régionales, la balance commerciale avec l'UE s'améliore et est restée positive depuis l'année 2000. Prenons comme exemple l'année 2017 :

⁵⁰ INSTAT Madagascar.

⁵¹ RAHELIZATOVO Noro, étude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC. Cahier de Recherches en Analyses Economiques N° 13/2009, P. 18.

⁵² INSTAT Madagascar.

⁵³ Ambassade de France à Madagascar, le commerce extérieur de Madagascar en 2017.

(<https://mg.ambafrance.org>).

⁵⁴ EPC Madagascar 2015

Madagascar exporte à la valeur de 3.609 milliards d'Ariary, elle n'a importé que 2.221 milliards d'Ariary.

Paragraphe 4 : Effets de la libéralisation des échanges

A- Réduction des tarifs douaniers

En conséquence de ces libéralisations, les tarifs douaniers n'ont pas cessé de diminuer pour se conformer aux dispositions de ces différents accords ainsi conclus par Madagascar. En contrepartie Madagascar reçoit des traitements spéciaux et différenciés pour les exportations vers l'Union Européenne et les Amériques. Des aides financières ont été reçues par exemple de l'Union Européenne d'une valeur de 8 millions d'euros pour le renforcement des secteurs privés. Toutefois, ces aides n'ont pas permis de s'affranchir de la pauvreté extrême à Madagascar. Si les droits de douane présentent une importance économique et fiscale pour un pays pauvre comme Madagascar, nous n'appliquons que les tarifs suivants: 0%, 5%, 15% et 20%⁵⁵.

Madagascar a consolidé 30% de ses lignes tarifaires et elle applique le taux zéro avec les pays membres de la COI, COMESA, et SADC. Aussi, des mesures de facilitation des échanges ont été prises par le gouvernement comme la simplification et l'accélération des procédures de dédouanement ⁵⁶et l'attribution d'un circuit vert à certains produits et à certains opérateurs en règles. Des franchises en douanes ont été accordées, y compris les importations pour les missions diplomatiques, les organisations caritatives, les matériaux concernés par la convention de Florance de l'UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization). Des exonérations des droits de douanes ont été acceptées pour les marchandises importées dans le cadre des grands investissements miniers, aux entreprises éligibles au régime de la zone franche, aux entreprises effectuant des activités de recherche et d'exploration pétrolière, à la société QIT Madagascar Minéral (QMM), et à la société minérale d'Ambatovy.

B- Intensification de la concurrence dans le marché local

Ces consolidations tarifaires, jusqu'à l'existence d'un taux zéro et ces franchises et exonérations des droits et taxes expliquent l'invasion et l'inondation des produits en provenance du reste du monde. Or, une fois que les produits sont en quantité accrue, ils

⁵⁵ Monsieur NOMENJANAHARY André Tojisoa, Inspecteur des douanes. Direction générale des douanes, Antananarivina.

⁵⁶ EPC Madagascar, 2015.

risquent d'être vendus à bas prix et le cas comme celui-ci entraîne des conséquences négatives aux producteurs locaux.

CHAPITRE II : LES ENJEUX

Sont dites importés tous les produits en provenance de l'étranger, destinés à la vente dans le marché du pays d'accueil. Certes, l'abondance des produits importés sur le territoire national est économique pour les consommateurs, par contre de tel cas présente des aspects préjudiciables aux producteurs locaux (Section 1). Plusieurs cas peuvent être à l'origine de ces aspects préjudiciables (Section 2) qui vont atteindre non seulement la branche de production locale des produits similaires mais ils déjouent aussi le développement économique du pays d'accueil (Section 3).

Section 1 : Les importations : au profit des consommateurs et au détriment des producteurs locaux

L'objet de la concurrence entre les entreprises ce sont les consommateurs, d'avoir plus de part du marché, de pouvoir augmenter son chiffre d'affaires. Si les consommateurs sont des éléments essentiels sans lesquels les entreprises seront anéanties, il serait mieux d'étudier les mouvements des consommateurs malgaches par rapport aux produits importés et aux produits locaux similaires.

Paragraphe I : Tendance des consommateurs

A- Consommateurs et la diversification

Lorsque le marché est complètement ouvert, des produits venant de partout entre sur le territoire. Par conséquent, la concurrence entre les produits importés et les produits locaux similaires s'intensifie mais cela renvoie à une diversification des produits sur le marché et offre aux consommateurs un large choix entre les produits nationaux et les autres qui ne seraient disponibles autrement⁵⁷. En d'autres termes, la diversité des produits sur le marché intérieur conditionne la liberté de choix des consommateurs.

B- Absence de choix : par manque de pouvoir d'achat

La plupart des consommateurs malgaches orientent leur choix vers les produits importés même s'il existe des produits nationaux de substitution. Ils sont influencés par le prix. Cela veut dire que malgré la diversification, ils choisissent en fonction du prix des produits. Ce

⁵⁷FAO, le commerce extérieur a un impact sur la répartition des richesses.
<http://www.fao.org/3/x7352f/x7352fo2.htm>

mouvement des consommateurs est une réaction plus logique, c'est à dire d'acheter ceux qui sont moins chers au prétexte de la pauvreté, 75% des malgaches vivent sous le seuil de la pauvreté⁵⁸. Le pouvoir d'achat des consommateurs ne leur laisse pas raisonner en terme de qualité mais en terme de prix⁵⁹.

C- Absence de choix : par ignorance

Les consommateurs ne savent pas choisir selon la qualité, ils optent pour les prix bas. Peu importe la qualité, les normes des produits, ils achètent ceux qui sont moins chers. Cette situation joue au profit des produits importés, qui ont tendance à être moins chers que les produits locaux similaires. Or certains de ces produits étrangers sont avec des emballages écrits en d'autres langues que la langue malgache dont la lecture est impossible. Les consommateurs achètent celui qui est moins coûteux mais non pas celui qui semble meilleure pour leur santé ou leur sécurité. Deux raisons sont à l'origine de cette ignorance des consommateurs : il peut être le niveau bas d'instruction des consommateurs, mais surtout, le défaut de la sensibilisation et d'information des consommateurs par les responsables et les associations des consommateurs sur leurs droits⁶⁰. Cette situation est très dangereuse surtout pour les populations vivant en milieux ruraux, qui la plupart ne comprennent même pas la langue française. Les gens achètent, sans le savoir, des produits contrefaits et hors normes à bon prix.

Paragraphe 2 : Aspects préjudiciables de l'importation aux entreprises locales

Certes, les importations avant d'arriver aux consommateurs passent d'abord à certaines entreprises locales qui sont les importateurs et les grossistes qui en tirent profits dans la chaîne de distribution des produits importés. La pluralité des acteurs sur le marché est l'une des conditions de la concurrence, autrement il n'existe pas de concurrence. Dans ce cas, l'existence des dommages concurrentiels pour les entreprises locales fabriquant les produits similaires est inévitable. Seulement, tout excès est blâmable. L'entrée excessive ou abusive des produits étrangers substituables aux produits nationaux constitue des préjudices aux producteurs locaux.

⁵⁸Rapport Banque mondiale, Madagascar-vue d'ensemble. Disponible sur <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/madagascar/overviewdies2>

⁵⁹ RAKOTONIRINA VOAANGY VAOARILALA, la compétitivité des entreprises nationales dans le contexte de la mondialisation. Thèse de doctorat en économie, Université d'Antananarivo, 17 Décembre 2010, P. 269.

⁶⁰ Ibidem, P. 267.

A- Importations massives ou abusives

On dit que les importations sont massives lorsque les produits qui entrent sur le territoire douanier sont en quantité tellement accrue que cette situation engendre des dommages aux producteurs locaux. C'est-à-dire qu'il y a un accroissement notable et substantiel du produit en cause. Afin de conclure qu'il y a cette quantité accrue, il faut se baser sur le volume d'importation dans la période de 3 ans passés⁶¹. On a trois méthodes d'évaluation de volume d'importation. Il s'agit en premier lieu d'apprécier la quantité de l'importation par rapport à l'augmentation en terme absolu. Et en deuxième lieu, on peut déterminer cet accroissement de l'importation par rapport à la totalité de la production nationale. Enfin, le volume de la consommation intérieure peut être aussi pris comme base pour déterminer l'accroissement accru de l'importation⁶². Si un produit importé similaire au produit local arrive en quantité excessive, le marché local risque d'être absorbé par celui-ci et la part du marché des produits locaux sera réduite. C'est le cas du marché des pâtes alimentaires à Madagascar, 80% des pâtes alimentaires mises en ventes sur le marché proviennent de l'étranger. Toutefois, la consommation en pâtes alimentaires est estimée à 30.000 tonnes par an et les entreprises locales ont une production totale de 39.000 tonnes par an. Ce qui explique que les producteurs locaux peuvent répondre au besoin de la consommation locale⁶³. De même, le cas des savons, il y a une augmentation en terme absolu pour les savons importés qui ne cessent de s'augmenter depuis 2014 jusqu'à 166% en 2019⁶⁴. D'où la part de marché des producteurs locaux des produits concernés est réduite à cause des importations excessives et que feront-elles pour écouler leur production ? Dans tels exemples, les importations sont préjudiciables à l'égard des producteurs des pâtes alimentaires et de savons. Ils ne peuvent même pas écouler les quarts de leur production. Ce qui peut conduire à des dommages graves aux branches de production concernées.

A part les importations excessives, il y a aussi les importations abusives. L'excès d'importation peut conduire à l'abus. Lorsque les produits importés similaires aux produits locaux sont en quantité accrue, les grossistes importateurs n'arrivent plus à écouler à temps normal. A certaine période, ces produits arrivent à des dates de péremption. Ils vont chercher les moyens pour vendre ces produits. Certains ont recelé une partie de leur stock et font

⁶¹ Article 110 du Décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales

⁶² ALMOKHTAR AL MDAGHO, la notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC. Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 30 Juin 2014, P. 115.

⁶³ Riana R., l'importation massive tue la production locale, Les nouvelles. 07 Février 2019.

⁶⁴ Arh, guerre de savons, Les nouvelles. 23 Novembre 2019.

mélanger avec des nouveaux produits pour ensuite les vendre à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché⁶⁵. Dans ce cas, l'importation est abusive puis qu'il y a un agissement fautif qui fausse le jeu normal de la concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires. On peut tirer de cette observation deux cas d'agissement abusif, le fait de falsifié les dates de péremption du produit en cause et le fait de les vendre à des prix anormalement bas. Les cas des importations abusives sont divers, on peut citer entre autres les ventes sans factures des produits importés, l'inexistence d'étiquetage en langue officielle du pays d'accueil.

Ainsi, toutes les importations faites en violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur, que ce soit la loi sur la concurrence, le code de douane, de consommation, ...sont toutes abusives.

B- Préjudices subis par les producteurs locaux

D'une part, les consommateurs malgaches sont fortement dominés par les produits importés. La cause est simple, une fois qu'ils entrent dans une épicerie ou dans une grande surface où on y trouve les étagères et vitrines remplies des produits étrangers. C'est devenue une sorte d'habitude de voir et d'acheter des produits importés et les produits locaux similaires sont devenus les derniers choix des consommateurs, d'où la fluctuation de la production locale. Il y a donc une variation de production surtout vers une tendance à la baisse ou une stagnation permanente des produits qui contrainst les entreprises de vendre à un prix inférieur à celui des coûts de production⁶⁶. D'autre part, la montée en volume des importations sur le marché, qui est souvent à de bon prix, élimine les parts du marché appartenant aux entreprises locales, et diminue automatiquement le volume des ventes. Il est fortement possible que le chiffre d'affaires de l'entreprise nationale concurrente baisse. C'est le cas évoqué par l'entreprise Salama, producteur de savon de la marque « Savony Salama ». La société a subi une diminution de chiffre d'affaires et actuellement à plus de 10%, c'est pourquoi sa doléance faite avec la branche de production locale des savons⁶⁷. De même pour le cas de la Savonnerie Tropicale, elle n'arrive plus à atteindre sa production habituelle. Si auparavant elle a pu produire jusqu'à 10.000 tonnes de savons, actuellement la production ne

⁶⁵ Madame RAKOTOARISOA Tiavina N., Chef de service de la prévention des fraudes. Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

⁶⁶ C'est le cas de la Savonnerie tropicale, « à chaque fois qu'il y a un savon vendu, la société subisse des pertes », disait RAKOTOMANGA Henintsoa, chef marketing de la Savonnerie Tropicale.

⁶⁷ Madame Lalaina, service accueil. Savony Salama. Descente du 24 Janvier 2019.

représente que 20% de cette capacité⁶⁸. Tout ça conduit les entreprises dans une difficulté financière grave qui peut entraîner des dettes chroniques ou même la fermeture d'usine.

Le secteur textile a subi aussi de dommage grave à cause des importations massives de textiles. C'est l'actuel cas de Madagascar, les friperies dominent les consommateurs et le marché au détriment des confections qui s'avèrent trop chers par rapport aux premières. Il semble d'actualité l'affaire SOMACOU Société Malagasy de Couverture avec certaines couvertures chinoises. La SOMACOU avance qu'elle a perdu plus de 50% de marché. Et si elle avait la capacité de produire au-delà de 700.000 couvertures, alors depuis 2014 elle n'en a pu écouler que 200.000 unités⁶⁹.

C- Lien de causalité entre les dommages et l'importation

Selon les règles imposées par les accords de l'OMC, le pays importateur ne peut jamais prendre des mesures permettant la défense des producteurs nationaux en vue d'un équilibre du marché local qu'après avoir défini avec des éléments justifiables l'aspect préjudiciable de l'importation vis-à-vis des entreprises locales. L'existence de cet aspect préjudiciable de l'importation ne peut être établie en absence d'un lien de causalité entre les importations alléguées et le dommage subi par les producteurs locaux. C'est-à-dire, malgré l'accroissement aigu du volume d'un produit importé sur un territoire donné ou l'existence d'abus de certains importateurs, et qu'il y a des préjudices subis par les producteurs locaux, l'autorité compétente du pays importateur ne peut prendre une mesure sans un lien de rattachement qui explique que ce sont les importations qui sont à l'origine du dommage.

L'autorité compétente va vérifier dès la réception de la requête de la branche de la production locale, s'il y a eu des dommages subis par la requérante et que ces dommages n'ont pour causes que des faits ou fautes imputables à l'importations du produit dit similaire à la production des producteurs locaux. D'après l'entendu de l'article 3.5 de l'accord antidumping, il peut y avoir de concours d'autres facteurs que l'importation au même moment de la survenance du dommage. C'est pourquoi la règle de l'OMC, va plus loin que le principe habituel de preuve en matière de droit de responsabilité qui selon lequel il appartient à la partie demanderesse d'apporter la preuve. Or, la détermination du lien de causalité entre les importations et le dommage ne peut pas se fonder sur les seuls éléments de preuve que détiennent les entreprises locales demanderesses. D'où, l'autorité compétente a l'obligation

⁶⁸ Bill, Savonnerie tire sonnette d'alarme contre l'importation sauvage de savons, Madagascar Tribune. 21 Novembre 2013.

⁶⁹ Politika #014, Revue bimestrielle d'information et d'analyse. Juillet-Aout 2019, P. 35.

d'examiner les autres facteurs autour du dommage qui peuvent influencer la ruine des producteurs locaux. Il incombe surtout à l'autorité de démontrer ce lien de causalité à l'aide des enquêtes et de déterminations successives de chaque facteur en cause. Le décret fixant les procédures applicables en matière des mesures correctives commerciales n'a pas manqué de citer quelques facteurs que l'autorité compétente doit considérer en déterminant la causalité du dommage, il s'agit entre autres : « La diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part du marché, de la productivité, du retour sur investissement, de l'utilisation des capacités de production; l'influence effective ou potentielle sur les prix intérieurs ;les effets négatifs, effectifs ou potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de financement et de réinvestissement. Cette évaluation est basée sur les données obtenues au cours de l'enquête, à partir des réponses aux questionnaires et des registres comptables des producteurs nationaux pour une période couvrant au minimum les trois dernières années précédant immédiatement l'ouverture d'enquête et pour lesquelles les données sont disponibles »⁷⁰. Il s'agit en d'autres termes d'étudier tous les facteurs connus qui peuvent entraîner les dommages autres que les importations. Et que les dommages causés par ces autres facteurs ne doivent pas être imputables à l'importation. Pour ce faire, il faut alors distinguer le dommage provenant d'autres facteurs et les effets dommageables de l'importation⁷¹. Le non établissement d'un lien de causalité entre l'importation et le dommage subi par la branche de production locale fait défaut à la définition de l'aspect préjudiciable de l'importation. Prenons le cas de l'affaire lait concentré sucré, par une préenquête faite à la branche de production locale, qui justifie l'imputation des dommages importants aux importations puisque l'autorité compétente a pu vérifier que la société requérante ne fait pas d'exportation, la demande nationale du lait concentré est doublée pendant la période d'enquête alors que la requérante est le seul producteur de ce produit à Madagascar. D'où les dommages ne peuvent être dus par d'autres facteurs que la marge du dumping à 74% et avec une augmentation des importations de 170% dans 4 ans, dont la part du marché des importés objets du dumping est de 77% de la consommation nationale⁷².

⁷⁰ Article 58 du décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

⁷¹ Rapport de l'Organe d'appel, affaire Etats-Unis – Acier laminé chaud en provenance de Japon. WT/DS184/AB/R, 24 juillet 2001, Paragraphe 222.

⁷² ANMCC, rapport d'ouverture d'une enquête antidumping concernant les importations du lait concentré en provenance de la Malaisie, P. 13.

Section 2 : Comportements préjudiciables

Les importations excessives ou abusives constituent les causes des préjudices subis par les entreprises locales. Les principales sources de ces excès ou abus dans la concurrence à l'importation sont entre autres les infractions douanières, l'existence des subventions à l'exportation et le dumping.

Paragraphe 1 : Influence des infractions douanières

L'ouverture du marché à tous les pays membres de l'OMC est la vision principale du système commercial mondial. Cette ouverture se traduit par des facilitations à l'entrée des frontières aux autres pays membres. De ce fait, l'administration douanière replace la douane en tant que douane moderne qui a pour principaux objectifs correspondant aux attentes de l'Organisation Mondiale de la Douane (OMD), comme la facilitation des échanges, les mouvements transfrontalières rapides sans entraves des marchandises, des personnes et des moyens de transport⁷³.

A- Politique douanière

Elle représente une importance considérable dans la mise en œuvre de la politique commerciale et économique du pays. La douane constitue la porte qui permet la circulation des marchandises et des personnes à l'entrée qu'à la sortie. C'est par le passage à la douane que des produits en provenance de l'extérieur peuvent entrer au territoire national et commercialiser sur le marché local. Des formalités doivent être suivies pour importer des marchandises à Madagascar et pour une circulation sur le territoire douanier, des droits de douanes doivent être perçus ad valorem, suivant l'origine des marchandises⁷⁴. Ce qui justifie le rôle économique et de protection des droits de douane qui se traduisent en conséquence par une régulation des prix pratiqués sur le marché d'accueil. D'où la définition des droits de douane donnée aux termes de l'article 2 du code des douanes de 2019, qui dispose ainsi : « on entend des droits dont l'objet est de protéger le commerce, l'industrie et l'agriculture de la République de Madagascar et dont les taux peuvent varier en taux minimum (droit conventionnel) ou en taux général selon l'origine ou la destination des marchandises importées ou exportées ». Toutefois, les conventions internationales signées par Madagascar entendent que les tarifs douaniers soient diminués et consolidés, et les contrôles aux frontières soient allégés par des mesures permettant l'accélération du délai dédouanement dont l'objectif actuel est la

⁷³ Editorial fiscal, n°13. Novembre 2018, P. 05 (www.mfb.gov.mg)

⁷⁴ Article 20-1°, code des douanes 2019 : A l'importation, les droits de douane sont perçus suivant l'origine des marchandises, sauf application des dispositions spéciales prévues par les engagements internationaux en vigueur pour l'octroi de tarifs préférentiels ».

possibilité de dédouanement de certaines marchandises dans le délai de 03 heures de temps, aussi l'octroi de privilège de procédure accélérée de dédouanement (PAD) pour certains opérateurs qui sont éligibles pour ce circuit⁷⁵.

B- Infraction douanière persistante

En général, ces mesures prises afin de faciliter et accélérer les délais de dédouanement des marchandises réduisent le temps de contrôle aux frontières. Par exemple, pour ceux qui ont le privilège de PAD, c'est rare qu'ils vont passer aux contrôles. On constate alors que les infractions douanières persistent et elles faussent le jeu de la concurrence entre les opérateurs économiques nationaux et étrangers. Sont classifiées d'infractions douanières tous faits et agissements allant à l'encontre des lois et règlements douaniers en vigueur. Il s'agit de contrebande et fausse déclaration en douane. Cette première comprend le transport illégal des marchandises au travers des frontières. C'est-à-dire une absence de déclaration proprement dit. Est aussi une contrebande le fait de faire entrer sur le territoire des produits prohibés. La deuxième catégorie comprend les importations sans déclaration et fausse déclaration. C'est-à-dire les marchandises passent sous la douane mais l'importateur utilise de manœuvres frauduleuses pour pouvoir échapper aux contrôles et au paiement des droits ou taxes. Il se traduit par exemple par une fausse déclaration de quantité ou de valeur qui induit en erreur le calcul de tarification. Il consiste aussi à une fausse déclaration de la nature des marchandises pour en profiter des franchises en douanes ou pour pouvoir en attribuer de circuit vert ou pour éluder aux droits et taxes normalement exigibles. Le cas des 285 conteneurs de farine et de sucres qui ont été déclarés frauduleusement en riz afin de fuir au paiement des droits et taxes correspondant aux tarifs de farine et de sucre⁷⁶.

C- Impact aux producteurs locaux

Les marchandises qui sont entrées en contrebande ou en fausse déclaration, sont hors de contrôles et alimentent le plus souvent les marchés noirs et les commerces informels. En 2014, par exemple le Directeur des douanes a relevé que « 34% des grossistes importateurs exercent dans l'informel » et qu'il a ajouté que « 60% des transactions menées par les entreprises transitent dans l'informel »⁷⁷. Rivo RAKOTONDRASANJY, administrateur du groupe FIVMPAMA a souligné dans une revue bimestrielle d'information et

⁷⁵ RAMANANKAMONJY Alain Brilland, inspecteur des douanes au contrôles à postériori. Direction générale des douanes, Antananarivona.

⁷⁶ www.sim.mg, fraude douanière massive- saisie d'une dizaine de conteneurs.

⁷⁷ Politika #08. Revue bimestrielle d'information et d'analyse. Avril-Mai 2018, P. 38.

d'analyse « Politika » que « le fait de payer de pots-de-vin pour faciliter le dédouanement des marchandises, ou pour pouvoir payer moins d'impôts à l'Etat, devient monnaie courante ».

La majorité de ces produits qui sont entrés de manières frauduleuses vont être vendus à des prix inférieurs à ceux des produits similaires vendus par les entreprises locales. Ce qui va être préjudiciable aux entreprises locales, soit elles sont contraintes de rallier les prix de leur production ou soit elles en assument les conséquences de la réduction de part du marché.

Paragraphe 2 : Agissements déloyaux des exportateurs

En droit interne, la concurrence déloyale est « tout agissement non conforme aux usages d'une profession commerciale, ou non, tendant à attirer la clientèle ou la détourner d'un concurrent »⁷⁸. Il s'agit alors d'un dénigrement, d'une publicité comparative, du parasitisme, et d'une désorganisation d'une entreprise concurrente.

En droit international, selon les règles de l'OMC, il y a deux pratiques commerciales déloyales qui faussent les conditions de la concurrence : soit d'une subvention spécifique accordée lors d'une exportation des marchandises vers un pays importateur membre ou de la pratique du dumping dans le marché d'un autre membre⁷⁹.

A- Subvention spécifique

Les subventions tombent dans le coup de l'accord sur les Subventions et les Mesures Compensatoires (SMC) lorsqu'elles remplissent certaines conditions visées à l'article 1 de cet accord, qu'elles sont spécifiques pour les entreprises exportatrices ou pour les entreprises nationales pour substituer les importations.

1- Définition de la subvention

Pour définir une subvention, il faut se référer aux 3 éléments suivants :

- Lorsque l'entreprise qui exporte des produits vers un autre pays, elle reçoit une contribution dite financière. Cette contribution financière peut prendre plusieurs formes, comme le cas de transfert direct de fonds sous forme de dons, la prise en charge des passifs de l'entreprise exportatrice pour garantir son prêt. Il est aussi considéré comme une contribution financière les abandons des charges publiques normalement exigibles à l'égard d'une entreprise. C'est le cas des mesures fiscales prises par les Etats-Unis aux sociétés de vente étrangère qui exonèrent certaines taxations pour les exportations des marchandises des Etats-Unis dont la

⁷⁸ Article 8 loi n° 2018-020 du 23 Août 2018 sur la concurrence.

⁷⁹ OMC, Guide à l'intention des entreprises : le système commercial mondial. Centre du commerce international, P. 151.

communauté européenne a porté plainte auprès de l'OMC. Le groupe spécial demande à l'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC de retirer sans délai la subvention octroyée par les Etats-Unis en ce que les subventions FSC réduisent l'impôt exigible sur les revenus d'un exportateur pour ce qui est des activités de commercialisation et elles réduisent effectivement le coût de commercialisation de produits agricoles. L'Organe spécial de l'OMC a confirmé les constatations du groupe spécial⁸⁰. De même lorsque les pouvoirs publics offrent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale. C'est le cas de l'affaire de bois d'œuvres résineux du Canada, dans laquelle les Etats-Unis ont imposé des droits compensateurs pour les importations des bois d'œuvres résineux en provenance du Canada à cause de certains programmes des pouvoirs publics canadiens en fournissant du bois sur pied aux exploitants forestiers moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Selon le Groupe spécial, l'octroi d'un droit de coupe correspond à une contribution financière sous la forme de fourniture de biens ou de services et n'est incompatible à l'article 1.1.a) 1) iii)⁸¹ de l'accord sur les Subvention et les Mesures Compensatoires (SMC). Cette constatation a été confirmée par l'organe d'appel de l'OMC⁸².

- Que la contribution financière émane des pouvoirs publics ou des organismes du ressort territorial de l'entreprise bénéficiaire. Il peut être aussi des subventions venant des organismes privés, en octroyant des subventions aux entreprises exportateurs conformément aux instructions des pouvoirs publics.

- Et cette contribution financière confère un avantage à l'entreprise bénéficiaire. L'avantage doit s'analyser sur le fait que la contribution financière rend plus favorable au bénéficiaire l'accès au marché sans laquelle il ne l'est pas. Dans l'affaire Canada-Aéronef, l'Organe d'appel a précisé que l'existence d'un avantage doit être déterminée par comparaison avec le marché⁸³.

⁸⁰ Rapport Organe d'appel, EU-traitement fiscal des sociétés de ventes à l'étranger. WT/DS108/AB/R, 24 février 2000.

⁸¹ Article 1.1.a) 1) iii) de l'accord SMC : « Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister: a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre (dénommés dans le présent accord les "pouvoirs publics"), c'est-à-dire dans les cas où: iii) les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale, ou achètent des biens ».

⁸² Rapport Organe d'appel, États Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvres résineux en provenance du Canada. WT/DS257/AB/R, 19 janvier 2004, paragraphe 64.

⁸³ Rapport Organe d'appel, Canada-Aéronef. WT/DS70/AB/R, 2 août 1999, paragraphe 157.

2- Spécificité de la subvention

Pour qu'une subvention entre dans l'application de l'accord SMC, elle doit être spécifique. C'est-à-dire qu'elle est octroyée à une entreprise ou à un groupe d'entreprises ou à une branche de production. Le principe fondamental est que seules les subventions qui faussent la répartition des ressources sont concernées. Lorsque la subvention est offerte sur le plan général au sein d'une économie, on peut dire qu'elle ne fausse pas la répartition des ressources.

Les subventions, dans ce cas, sont défavorables, non seulement, pour les intérêts des entreprises nationales du pays membre des pouvoirs publics qui les a accordé en tant que des subventions discriminatoires mais aussi aux intérêts des entreprises du pays importateur qui peuvent fausser le jeu normal de la concurrence sur le marché interne.

Y compris dans les cas des subventions spécifiques, les catégories des subventions dites prohibées. Celles-ci sont les subventions à l'exportation et les subventions au remplacement des importations. Les premières sont les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation. Comme exemples : l'octroi par les pouvoirs publics de subventions directes à une entreprise ou à une branche de production subordonné aux résultats à l'exportation ou Systèmes de non-rétrocession de devises ou toutes pratiques analogues impliquant l'octroi d'une prime à l'exportation⁸⁴. Les deuxièmes sont des subventions faites par le pays importateur aux entreprises nationales afin de remplacer les produits importés. Ces dernières ne peuvent être contestées que par voie multilatérale, c'est-à-dire dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

3- Motif des subventions

Les subventions en tant que contributions financières, confèrent des avantages à l'endroit des bénéficiaires. Elles rendent plus favorables les conditions d'exportations du bénéficiaire, comme par exemple l'augmentation de la capacité d'exporter que ce soit en qualité ou en quantité. Et cela augmente la part du marché détenue par le bénéficiaire de la subvention ou cela peut lui permettre aussi de vendre à bon prix ou même de pratiquer le dumping parce que les pertes vont être compensées par les subventions reçues.

B- Le dumping

Le dumping, une notion qui est déjà traitée au niveau international depuis le Kennedy rounds dans le GATT originaire, comme une pratique déloyale qui fausse la concurrence entre

⁸⁴ Exemples des subventions à l'exportation, Annexe I de l'accord SMC.

les produits importés et les produits locaux. Il s'agissait d'une notion très générale et non explicite aux membres signataires de GATT de 1947⁸⁵. D'où l'aboutissement de l'accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT ou l'accord antidumping dans le cadre de l'OMC.

1- Définition du dumping

Il y a un dumping, lorsqu'un produit importé est vendu sur marché du pays importateur à un prix abusif. C'est-à-dire qu'il soit vendu à un prix inférieur au prix de ce même produit ou du produit similaire sur le marché national de l'entreprise exportatrice⁸⁶. L'accord antidumping dans son article 2 définit un produit objet d'un dumping comme « étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale ». La valeur normale est le prix du produit sur le marché du pays exportateur, qui doit être comparée au prix à l'exportation du dit produit c'est-à-dire le prix lorsqu'il est vendu sur le marché du pays importateur. En d'autres termes, le dumping est apprécié par rapport au prix pratiqué sur le marché national de l'entreprise exportatrice et du prix du même produit vendu par cette même entreprise sur le marché du pays importateur. Il ne peut être considéré comme un écart de prix entre le prix du produit importé et le produit similaire local mais un écart de prix dans le pays exportateur et celui à l'exportation. Toutefois, les prix des produits locaux similaires doivent être pris en comptes dans la détermination de certains dommages provoqués à la branche de production locale.

2- Motivation du dumping

Le dumping se manifeste alors sur le prix. D'habitude, on pense qu'il y a dumping lorsque le prix des produits importés est inférieur au prix de produits locaux similaires. Or du point de vue juridique, c'est une discrimination internationale en matière des prix, c'est-à-dire entre la valeur normale et la valeur à l'exportation⁸⁷. L'objectif des entreprises en matière commerciale est la recherche de bénéfices. Elles font en sorte alors de conquérir, de préserver leurs parts du marché. D'où certaines d'entre elles dépassent les limites imposées par la loi. Le dumping, non seulement produit des incidences sur les prix et les parts du marché des produits locaux mais il est tout à fait contraire à la tendance du commerce puisqu'on peut analyser le dumping comme une sorte de revente à perte⁸⁸. Ces pertes peuvent être compensées par les ventes réalisées sur le marché intérieur ou l'entreprise peut être

⁸⁵https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord-g%C3%A9n%C3%A9ral_sur_les_tarifs_douaniers_et_le_commerce

⁸⁷ ALMOKHTAR AL MDAGHO, la notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC. Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 30 Juin 2014, P. 20.

⁸⁸ La vente à perte est une vente du produit à un prix inférieur à son prix de revient.

bénéficiaire d'une subvention à quelque part pour compenser ces pertes⁸⁹. L'accord antidumping a quand même précisé que le pays importateur ne peut intervenir qu'en cas de dommage important à la branche de production nationale parce que le dumping est profitable aux consommateurs.

Section 3 : Impacts économiques dus à l'atteinte des entreprises locales

Les objectifs de la libéralisation des échanges étant comme le relèvement de niveau de vie, l'accroissement de la production et de commerce des marchandises, ainsi qu'une meilleure répartition et utilisation des ressources mondiales⁹⁰. Justement, tous les Etats membres de l'OMC doivent en profiter de cette libéralisation afin d'accroître leur niveau économique.

La concurrence entre les producteurs étrangers et les producteurs locaux est devenue très intense. Et cette intensification de la concurrence doit par voie de conséquence stimuler la motivation des entreprises locales de pencher sur une amélioration de la production locale non seulement en terme de quantité mais surtout en terme de qualité d'une part. Et d'autre part, elle permet donc aux entreprises locales de bénéficier de certaines matières premières non disponibles ou en quantité insuffisante sur le territoire national. En revanche, la réalité montre que les entreprises locales surtout les industriels de Madagascar profitent moins de cette libéralisation commerciale. Cela est dû entre autres à certains agissements préjudiciables ou déloyaux de certains importateurs, le coût élevé de la production⁹¹. Ces situations affaiblissent la compétitivité des produits locaux et touchent certaines branches de production qui entraînent en conséquence une déstabilisation du niveau économique de certains secteurs et de l'économie en général.

Paragraphe 1 : Non compétitivité des produits locaux

A- Déstabilisation des prix des produits locaux

Après avoir discuté des importations massives ou abusives dues par l'existence d'une subvention à l'exportation ou la pratique du dumping. On peut en déduire que ces agissements engendrent des conséquences sur les prix des produits locaux. Les produits similaires aux produits locaux seront vendus à des prix bas ou bien même inférieurs aux prix normaux. Il y aura forcément un écart des prix des produits locaux qui sont plus élevés que ceux des

⁸⁹ OMC, https://www.wto.org/french/tratop_f/adp_f/adp_info_f.htm

⁹⁰ Préambule de l'accord instituant l'OMC.

⁹¹ RAKOTONIRINA VOAANGY VAOARILALA, la compétitivité des entreprises nationales dans le contexte de la mondialisation. Thèse de doctorat en économie, Université d'Antananarivo, 17 Décembre 2010, P. 262.

importés. Cette situation favorise aussi la commercialisation de produits importés et déstabilise les prix des produits locaux qui deviennent hors compétition en terme de prix.

B- Coût élevé de la production

Le Syndicat des Industries de Madagascar se plaint toujours que parmi les causes de non compétitivité des produits locaux est le déséquilibre de la politique douanière de Madagascar. Certains produits importés bénéficient alors d'un taux zéro alors que pour les matières premières les entreprises locales doivent payer entre 5% à 10%. Ce qui rend encore plus cher le coût de la production. Prenons l'exemple donné par le SIM sur la tarification du bondillon. Par la rencontre des professionnelles de la branche savon et du SIM avec le gouvernement, il était convenu que le bondillon va être taxé à 20% à l'entrée puisqu'il s'agit d'un produit qui est déjà presque fini, or le gouvernement a fixé autrement dans la loi de finance 2020, c'est-à-dire de 10%. Alors que pour les pays voisins, comme l'Egypte, les bondillons sont taxés à 30% et les matières premières sont à 2%, aussi le Maroc taxe les bondillons à 19% et les matières premières à 2,5%. De même pour le Nigeria, il taxe les bondillons à 35% et les matières premières à 5%⁹². A cet effet, les produits importés à moindre coût gagnent l'envergure du marché local. Une telle situation rend alors très difficile l'amélioration de la qualité des produits locaux. Quoique les entreprises locales penchent à l'amélioration de leur production mais que les produits importés envahissent le marché interne en terme de quantité et de qualité. Ceux-ci rendent non compétitifs les produits locaux.

Paragraphe 2 : Affaiblissement des branches locales atteignant l'économie nationale

A- Atteinte aux secteurs économiques

Le secteur secondaire est le plus touché par la concurrence à l'importation. La majorité des industries locales ont subi des impacts négatifs face aux importations en quantité accrue et ou la pratique des prix abusifs. Les dizaines de requêtes reçues par l'ANMCC émanent toutes du secteur industriel dont les plus touchés sont la branche textile, l'agroalimentaire et les Produits de Première Nécessité (PPN)⁹³. Il est donc logique que la valeur ajoutée du secteur industriel reste stagnante depuis des dizaines d'années.

Il est constaté que le secteur agricole n'est pas encore trop touché par la concurrence à l'importation sauf la branche de production du riz. Or le secteur agricole constitue une partie

⁹² Thierry RAMAROSON, Directeur général de la savonnerie tropicale, in Les nouvelles, guerre des savons. 23 Novembre 2019.

⁹³ ANDRIANARINTSEHENO Faneva Harison, Directeur des affaires juridiques, ANMCC.

importante des ressources en matières premières pour les industries. D'où, l'atteinte au secteur industriel influence aussi le secteur agricole⁹⁴. L'affaiblissement des industries diminue la demande auprès du secteur agricole, qui représente 80% de la population.

B- Dépendance du marché à l'importation

Le marché intérieur est vulnérable à l'influence des importations massives et l'extension de zone de libre-échange. Il peut dépendre systématiquement des importations et des produits extérieurs, ce qui serait une véritable remise en cause de souveraineté économique. Tel le cas des friperies qui inondent le marché local, et que la consommation locale se penche à forte pourcentage à la friperie qui est à la fois en quantité massive et moins chère.

Ce risque de dépendance du marché n'affecte pas seulement les industries locales mais aussi l'économie du pays. Cette forte dépendance du marché local aux importés constitue un manque à gagner important pour l'Etat. Tel le cas de la relation commerciale avec l'Union Européenne pour l'année 2015, on a subi une perte de recette douanière de -19 milliards d'Ariary⁹⁵. Sans oublier le déficit chronique de la balance commerciale de Madagascar et l'affaiblissement de la pression fiscale⁹⁶.

C- Découragement à s'investir dans le secteur industriel

Si le phénomène de l'importation massive continu de progresser à grand pas, les quelques industries à Madagascar sont menacées et cela diminue et annule la motivation à s'investir dans le secteur industriel alors que celui-ci est la base d'un développement économique. Si la Chine, l'Amérique et la France sont des pays développés, c'est parce qu'ils sont des pays industrialisés. Ils importent à forte pourcentage des produits agricoles puisque leurs industries sont suffisantes. Par contre chez nous, les entrepreneurs locaux n'ont plus la motivation de créer des industries, ils deviennent plutôt des importateurs.

Ainsi, pour les pays en voie de développement, les importations massives et abusives ont des portés négatifs sur le développement industriel et la situation économique même d'un pays.

⁹⁴ Expansion Madagascar n°20, nous entrons dans une nouvelle ère de la décentralisation. Novembre-Décembre 2019, P. 28.

⁹⁵ EPC Madagascar, 2015.

⁹⁶ <https://matv.mg/pression-fiscale-a-madagascar-un-des-plus-faibles-taux-en-afrique/>, Madagascar est parmi les pays à plus faible pression fiscale en Afrique.

PARTIE II : LA CONCRETISATION DES MESURES DE PROTECTIONS DES ENTREPRISES LOCALES FACE AUX ASPECTS PREJUDICIAIBLES DE L'IMPORTATION

Certes, les importations ne sont pas systématiquement mauvaises pour le pays d'accueil, elles font procurer des biens et produits qui ne sont pas disponibles dans le pays. En revanche, les importations substituables à certains produits nationaux risquent de désavantager les producteurs et entreprises locaux dès qu'elles sont entrées en volume tellement accru et vendues à des prix anormaux qui rompent l'équilibre de la concurrence sur le marché d'accueil. D'où certains pays d'accueils ont pris des dispositifs internes correspondant aux règles imposées par l'OMC afin de pouvoir protéger la branche de production locale (chapitre I). Dans lesquels des droits additionnels aux droits de douane devraient être perçus aux importations concernées lorsque les entreprises locales subissent des dommages. Toutefois, ces mesures ne sont que temporaires, et présentant des enjeux majeurs dans les relations commerciales qui rendent moins opérantes la protection (chapitre II).

CHAPITRE I : DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION

Pour le cas de Madagascar, le souhait de protéger les entreprises locales a déjà été formulé à partir de 2005 par la loi n° 2005-020 du 17 Octobre 2005 sur la concurrence mais la mise en œuvre de cette protection ne s'est concrétisée qu'à partir du mois de Juin 2017 avec la mise en place de l'ANMCC, une deuxième autorité de la concurrence (à part le conseil de la concurrence, la première autorité de la concurrence) rattachée au ministère du commerce et de l'industrie. L'ANMCC a pour principale attribution de prendre des mesures correctives commerciales face aux importations préjudiciables aux entreprises locales. Par conséquent, l'autorité peut agir de sa propre initiative dès qu'elle est en possession des éléments justifiant l'ouverture des enquêtes mais elle peut ouvrir aussi des enquêtes par requête de la branche de production locale (section 1). La procédure d'enquêtes dure de 9 à 18 mois selon le type d'agissement en cause (Section2). Pour les mesures antidumping, mesures compensatoires et

mesures de sauvegarde, les objectifs sont les mêmes : Consolider les importations, trouver l'équilibre de la concurrence sur le marché interne, et de laisser du temps à la branche locale affectée pour pouvoir s'en remettre (section 3).

Section 1 : Actions possibles

La loi n° 2018-020 du 23 Août 2018 sur la concurrence définit deux (02) types d'agissement possibles dans son article 7⁹⁷. L'action peut être ouverte soit à l'initiative des entreprises locales, soit par la saisine d'office de l'ANMCC.

Paragraphe 1 : Requête de la branche de production nationale

L'action des entreprises locales en vue de l'application des mesures correctives commerciales doit concerner des entreprises de pays différents, qui sont : les entreprises nationales et les entreprise(s) exportatrices. C'est la raison pour laquelle, la demande de la branche de production locale doit répondre à certaines conditions tant sur la forme qu'aux contenues même de cette demande.

La requête des entreprises locales doit se faire à l'aide d'un écrit et adressée à l'ANMCC. En d'autres termes, les allégations verbales ne sont pas recevables. La requête des producteurs locaux est soumise à une condition de représentativité, dans laquelle il faut un certain pourcentage des productions locales concernées pour qu'elle soit recevable. La représentativité est considérée satisfaisante lorsque la demande est soutenue par les producteurs nationaux dont leurs productions additionnées constituent plus de cinquante pour cent (50%) de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale. Elle ne sera recevable et aucune enquête ne peut être ouverte tant que la représentativité n'atteint pas au moins vingt-cinq pourcent (25%) de la production totale⁹⁸.

D'une manière provisoire, la demande doit contenir des renseignements concernant le requérant plus précisément les identités des producteurs concernés. Aussi, des informations sur le produit visé surtout les prix, les identités des exportateurs connus de ce produit, le volume des importations du produit concerné. Fondamentalement, la requête doit comporter des éléments de preuves justifiant les allégations, l'existence d'un dommage et du lien de causalité entre le fait ou l'action alléguée et le dommage.

⁹⁷ Article 7 de la loi n° 2018-020 du 23 Août 2018 sur la concurrence.

⁹⁸ Article 5.4 Accord antidumping.

Paragraphe 2 : Saisine d'Office de l'ANMCC

L'ANMCC, étant rattachée au ministère du commerce et de l'industrie, est le seul organisme national compétent pour toute question relative aux importations et en ce qui concerne l'application des mesures correctives commerciales. Elle est à vocation à connaître et à procéder à des enquêtes en cas de suspicion d'une concurrence déloyale à l'importation ou d'une augmentation très poussée de l'importation d'un produit donné sur le territoire national⁹⁹.

En effet, l'ANMCC, de sa propre initiative peut ouvrir une enquête sans être consultée par la branche de production nationale lorsqu'elle constate et dispose des éléments suffisants permettant à démontrer l'existence de pratiques déloyales, ou d'une entrée massive des importations qui ont causé ou risquent de causer de dommage important ou grave aux producteurs locaux.

L'autorité compétente doit exclure parmi les producteurs locaux demandeurs, les entreprises locales qui ont de liens avec les exportateurs ou importateurs du produit en cause. Le producteur est lié aux importateurs ou exportateurs :

- * si l'un d'eux contrôle directement ou indirectement l'autre ;
- * si tous les deux directement ou indirectement sont contrôlés par un tiers ;
- * ou si ensemble directement ou indirectement contrôle un tiers¹⁰⁰.

L'autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales doit donc bien définir les producteurs locaux concernés et suivant les règles imposées par les accords de l'OMC en la matière, comme exemple à l'article 4 :1 a) de l'accord sur les sauvegardes qui a précisé la définition de la branche de production locale prise en compte par l'autorité durant ses enquêtes, en tant qu' « un ensemble des producteurs des produits similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire d'un Membre, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits ». Comme le cas des enquêtes ouvertes par les Etats-Unis concernant l'imposition des mesures de sauvegarde de la viande agneau en provenance de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, la commission de commerce

⁹⁹ Attribution et statut de l'ANMCC prévus par le décret n°2016-1724 du 12 Novembre 2014 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale chargée des Mesures Correctives Commerciales, modifié et complété par le décret n°2016-823 du 5 Juillet 2016.

¹⁰⁰ ALMOKHTAR AL MDAGHO, la notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC. Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 30 Juin 2014, P. 152.

des Nations Unies a inclus dans la branche de production de la viande d'agneaux tous les producteurs d'intrants en tant que producteurs du produit similaire, c'est à dire tous les éleveurs et engraisseurs d'agneaux vivants. Selon le groupe spécial, les Etats-Unis ont agi de manière incompatible avec l'article précité. Ces derniers ont comme argument devant l'Organe d'appel qu'« il y a à la fois une chaîne continue de production et une concordance d'intérêts économiques entre divers segments qui contribuent à la production d'un produit fini », c'est pourquoi ils ont inclus dans la branche de production nationale les éleveurs et engraisseurs d'agneaux vivants. L'Organe d'appel de l'OMC confirme alors la constatation du groupe spécial que les Etats-Unis agissait à l'encontre de l'accord en incluant les éleveurs et engraisseurs d'agneaux vivants alors qu'il s'agit de la viande¹⁰¹.

Section 2 : Prescriptions obligatoires

Préalable à l'imposition des mesures correctives commerciales, l'autorité compétente doit vérifier tout au long des enquêtes le bien fondé des allégations du requérant, pour pouvoir déterminer s'il y a lieu de prendre une mesure ou non. Les prescriptions de fond se différencient selon qu'il s'agit d'un dumping, des importations subventionnées ou d'une augmentation accrue des importations, mais dans la conduite des enquêtes, les règles sont presque les mêmes.

Paragraphe 1 : Conditions de fond

A- Pour le dumping

Pour rappel, le dumping est le fait de vendre un produit « à un prix inférieur à sa valeur normale »¹⁰². Pour pouvoir démontrer l'existence d'un dumping préjudiciable, l'autorité compétente doit prouver :

- l'existence du dumping ;
- les preuves du dommage ou menace du dommage subi par la branche de production nationale du produit similaire ;
- le lien de causalité entre le dumping et le dommage ou la menace de dommage¹⁰³.

¹⁰¹ Rapport Organe d'appel, EU- Viande d'agneau de Nouvelle Zélande et Australie. 1 Mai 2001, paragraphe 197.

¹⁰² Dominique CARREAU, et al., Droit international économique. LGDJ, 3^{ème} édition, 1990, P. 145.

¹⁰³ Dépliant de l'ANMCC, les mesures correctives commerciales. P. 2.

1- Détermination de l'existence du dumping

Afin d'établir la réalité d'un dumping, l'ANMCC doit utiliser des méthodes de comparaison des prix pratiqués sur deux marchés :

La première méthode consiste à comparer le prix du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur et le prix à l'exportation du produit. Cette méthode n'est pas praticable s'il n'y a pas de produit similaire dans le pays exportateur ou si la commercialisation de ce produit similaire ne s'effectue pas dans une opération commerciale normale. Dans ce cas, il faut passer à la deuxième méthode. Celle-ci est la méthode la plus adéquate lorsqu'on a à faire à un pays à économie administrée. On procède alors à la comparaison du prix du produit similaire lorsque celui-ci est vendu dans un autre pays ou pays tiers. La troisième méthode est la valeur normale construite, qui sert à calculer la valeur normale du produit sur le marché du pays exportateur sur la base du coût de la production majoré de la totalité des frais et des bénéfices¹⁰⁴.

Il peut arriver que les produits ne soient pas importés directement du pays d'origine, mais ils sont exportés à partir d'un pays tiers à destination du pays importateur. Dans ce cas, la valeur normale va être déterminée sur la base du prix pratiqué sur le marché du pays exportateur. Pour certains cas, on tient compte de la valeur normale du produit dans le pays d'origine en absence de production de produit ou le produit transite tout simplement par le pays exportateur.

La marge du dumping doit d'être exprimé en pourcentage du prix à l'exportation. C'est la différence entre la valeur normale moyenne pondérée et le prix moyen pondéré ajusté, dont le résultat va être divisé par le prix à l'exportation moyen pondéré ajusté¹⁰⁵.

2- Détermination de l'existence d'un dommage important

Après avoir déterminé l'existence du dumping et avant d'imposer des mesures antidumping, l'autorité compétente doit vérifier l'évidence du dommage important causé à la branche de production nationale du produit similaire. En absence de ce dommage important, l'ANMCC ne peut en aucun cas prendre des mesures.

¹⁰⁴ Article 2.2 Accord antidumping

¹⁰⁵ Exemple : supposons que la valeur normale moyenne pondérée ajustée soit de 4,50 dollars EU/kg et que le prix à l'exportation moyen pondéré ajusté soit de 4,15 dollars EU/kg. Suivant la formule, la marge de dumping sera la suivante:

4,50 - 4,15

$$\frac{\quad}{4,15} = 8,43\%$$
 est la marge de dumping

4,15

ANMCC, Mesures correctives commerciales. Module O5, P. 9.

Le dommage important s'entend d'un dommage important proprement dit, d'une menace d'un dommage important, ou d'un retard important dans la création d'une branche de production locale. La détermination de l'existence du dommage important doit se fonder sur des preuves vérifiables, comme le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, les effets sur le prix des produits nationaux, le volume de vente et de production des entreprises locales, le bénéfice et la part de marché appartenant aux producteurs locaux¹⁰⁶, Ces facteurs sont nécessaires afin de déterminer l'incidence exacte des importations vis-à-vis des entreprises locales. Cependant, l'autorité compétente peut se baser sur d'autres facteurs pertinents compte tenu des circonstances propres à l'affaire¹⁰⁷.

S'agissant d'une menace de dommage important à la branche de production nationale, l'ANMCC doit se fonder sur des faits mais non pas des allégations. Dans ce cas, il faut tenir compte du taux de l'accroissement des importations du produit concerné sur le territoire national, les effets probables du prix des importations sur le prix intérieur, ainsi que le stock des produits appartenant aux producteurs locaux¹⁰⁸.

3- Existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage

L'autorité compétente dans la détermination des mesures antidumping doit démontrer que les importations faisant l'objet du dumping ont à l'origine du dommage subi par les producteurs locaux mais non pas d'autres facteurs. Si en 1967, le dumping est classé comme une cause principale des préjudices causés à la branche de production du pays importateur, actuellement, il n'en est plus mais il est l'une des causes des préjudices subis par les producteurs locaux¹⁰⁹. En d'autres termes, il faut examiner et distinguer les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet du dumping. Par exemple, il faut prendre en compte la contraction de la demande, l'évolution des techniques,

B- Pour les importations subventionnées

Il est possible que des marchandises entrant sur un territoire douanier soient vendues à des prix bas sur le marché intérieur par le fait même que ces importations sont subventionnées par le pouvoir public du pays exportateur. Si cette situation se produit, le pays importateur par

¹⁰⁶ Article 53 du décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

¹⁰⁷ Affaire États-Unis- Acier laminé à chaud, rapport de l'organe d'appel paragraphe 194.

¹⁰⁸ Article 3.7 Accord antidumping.

¹⁰⁹ Dominique CARREAU, et al., Droit international économique. LGDJ, 3^{ème} édition, 1990, P. 147.

l'intervention de l'autorité compétente peut prendre une mesure compensatoire. Toutefois, cette mesure ne peut être appliquée qu'après avoir vérifié l'existence d'une subvention à l'exportation, qui cause ou menace de causer un dommage important à la branche de production locale et qu'il y a un lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage subi¹¹⁰.

1- Détermination de la subvention prohibée

Par définition, une subvention est une contribution financière qui soit directe ou indirecte du pouvoir public du pays de l'entreprise bénéficiaire et qui confère à cette dernière un avantage (cf. Partie 1, chap.2). Et que celle-ci doit être spécifique. C'est-à-dire qu'elle est spécifiquement accordée à une entreprise ou à un groupe d'entreprises ou à destination d'une région géographique déterminée relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention. Le principe est que les subventions qui faussent la répartition des ressources qui sont concernées. Si elles sont offertes sur le plan général au sein d'une économie, on présume qu'elles ne faussent pas la répartition des ressources¹¹¹.

Les subventions spécifiques sont à la fois défavorables aux intérêts des entreprises nationales du pays membre des pouvoirs publiques qui les accordent parce qu'elles sont considérées comme des subventions discriminatoires et aux intérêts des entreprises du pays importateur puisqu'elles vont fausser le jeu de la concurrence normale sur le marché d'accueil. Cette situation ouvre droit au pays importateur de procéder par voie unilatérale d'appliquer des mesures compensatoires s'il y a des dommages subis par la branche de production locale.

2- Conséquence dommageable de la subvention

L'autorité compétente ne peut jamais appliquer des mesures compensatoires tant qu'elle n'a pas déterminé l'existence d'un dommage causé aux entreprises locales du pays importateur. Ce dommage doit être important, il frappe directement la branche de production nationale par exemple une dépression des prix du produit similaire¹¹² qui leur entraîne en conséquence des déficits. Le dommage peut n'avoir pas encore lieu mais l'existence de

¹¹⁰ OMC, Guide à l'intention des entreprises : le système commercial mondial. Centre du Commerce International, P. 135.

¹¹¹ OMC, Guide à l'intention des entreprises : le système commercial mondial. Centre du Commerce International, P. 137.

¹¹² Article 56 du décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

subvention à l'exportation menace de causer un dommage important vis-à-vis des producteurs locaux du produit similaire.

3- Cause à effet des importations subventionnées et le dommage causé aux producteurs locaux

Il incombe à l'autorité compétente de vérifier si c'est réellement la subvention qui a provoqué le dommage de la branche de production nationale mais non pas d'autres causes. Les facteurs considérés comme pertinents sont entre autres le volume des importations, les prix des produits identiques non subventionnés, la contraction de la demande, l'évolution technique¹¹³,

C – Pour les importations poussées en volume

L'application des mesures de sauvegarde demande beaucoup plus de diligence et des prescriptions tant au niveau du fond que sur la forme, parce que ces mesures ne visent pas des pratiques déloyales des exportateurs comme dans le cas du dumping ou de subvention à l'exportation mais elles sont destinées plutôt à contrebalancer l'entrée en quantité tellement accrue des importations sur le territoire national. Cela veut dire que les exportateurs des produits similaires jouent dans une concurrence loyale et saine mais que l'accroissement en volume de leurs importations est passible de causer ou menace de causer un dommage grave aux producteurs locaux des produits similaires. L'ANMCC doit établir un lien de causalité entre ces importations poussées en volume et le dommage grave aux producteurs locaux¹¹⁴.

1- Accroissement en quantité accrue des importations

La détermination de la quantité accrue des importations doit être mesurée suivant leur accroissement en terme absolu ou par rapport à la production locale du produit concerné. Le décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales définit le terme « accroissement des importations » dans son article 98, qui dispose que c'est « une augmentation substantielle, soudaine et brusque du volume des importations du produit considéré ». C'est le cas de l'affaire pâtes alimentaires exportées vers Madagascar. L'importation des pâtes alimentaires a connu une quantité excessive dans les trois dernières années, si elle était de 15000 tonnes en 2015, en 2018 elle a augmenté de 40000 tonnes¹¹⁵.

¹¹³ Article 15.5 Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

¹¹⁴ Article 4-2 b) Accord sur les sauvegardes.

¹¹⁵ D.M, importation massive de certains produits, La Gazette. 17 Janvier 2019.

2- Dommage grave

L'augmentation en volume des produits importés sur le territoire national n'est rien d'autre que la conséquence du système commercial mondial de la libéralisation des échanges et de toutes autres mesures de facilitation des échanges. Dans ce cas, l'autorité compétente ne peut appliquer des mesures de sauvegarde que lorsque l'entrée massive d'un produit a causé ou menace de causer un dommage grave à la branche de production locale d'un produit similaire ou directement concurrent. On entend par « dommage grave » : « une dégradation générale, notable d'une branche de production nationale » et la « menace de dommage grave » s'analyse comme « l'imminence évidente d'un dommage grave »¹¹⁶.

Pour déterminer s'il y a ce dommage grave ou la menace d'un dommage grave, l'autorité compétente va évaluer sur des facteurs objectifs et quantifiables. Elle doit étudier le rythme de croissance des importations du produit en cause, leur accroissement en volume en termes absolus ou relatifs, la part du marché local absorbé par ces importations, la variation du niveau des ventes, la production et la productivité de la branche locale, les pertes,

3- Lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave

La troisième condition de l'application des mesures de sauvegarde réside dans le fait qu'il faut établir un lien de cause à effet de l'augmentation accrue de la quantité du produit considéré et le dommage grave causé aux producteurs locaux du produit similaire ou directement concurrent. L'autorité de la concurrence doit aussi examiner les autres facteurs qui peuvent influencer la destruction notable de la branche de production nationale et dissocier ces effets de ceux de l'accroissement pour pouvoir affirmer d'une telle objectivité le « rapport réel et substantiel de cause à effet ». Lorsque d'autres facteurs causent un dommage à la branche de production nationale en même temps que l'accroissement, ce dommage ne doit être imputé à l'accroissement d'une importation. Le défaut d'un élément dans la mise en œuvre de l'enquête en vue de l'imposition des mesures de sauvegarde, signifie une incompatibilité des mesures prises à l'Accord sur les sauvegardes. C'est le cas de l'affaire des Etats-Unis, concernant l'imposition des mesures de sauvegarde sur la viande d'agneau fraîche venant de Nouvelle-Zélande et Australie. Selon le groupe spécial, la commission de commerce de nations-unis a commis une erreur dans la définition de la branche de production locale concernée et par voie de conséquence, les Etats-Unis ont agi de manière incompatible à

¹¹⁶ Article 4-1 Accord sur les sauvegardes

l'Accord sur les sauvegardes¹¹⁷. C'est-à-dire ils n'ont pas pu réunir la définition de l'imposition des mesures de sauvegarde, et ce même groupe a pu conclure que les Etats-Unis ne démontrent pas l'existence d'une évolution imprévue de circonstance, qui est la cause principale des éventuels dommages graves à la branche de production nationale.

Paragraphe 2 : Conditions de forme

Les conditions de forme en matière d'imposition des mesures correctives commerciales sont au soin de l'ANMCC. Elle doit commencer par l'étude de la recevabilité de la requête, la notification et des justifications de la réponse de celle-ci aux parties intéressées. La même autorité assure le respect de la régularité et la transparence de la procédure tout au long de l'enquête jusqu'à sa clôture par une détermination finale en la matière.

A- Examen de la demande de la branche de production locale et la notification aux parties intéressées

L'autorité compétente examine dans un délai qui n'est pas limité la requête des entreprises locales suivant le respect de la condition de la représentativité des producteurs locaux et du fondement des éléments de preuves qu'ils invoquent (cf. Section I). Elle doit procéder à une notification soit de l'acceptation, soit de l'irrecevabilité de la requête avec les motifs justifiant sa réponse¹¹⁸. Une fois que la requête est recevable, l'ANMCC doit ouvrir une enquête y concernant.

Préalable à cette ouverture d'enquête, l'autorité doit en aviser le gouvernement du ou des pays exportateur(s) de la situation et publier un avis d'ouverture d'enquête dans au moins deux journaux habilités à recevoir les annonces légales¹¹⁹. Cet avis doit contenir la description du produit considéré, le nom du ou des pays exportateurs concernés, la date de l'ouverture de l'enquête ainsi que la durée de celle-ci qui se diffère selon le type d'allégation en cause : pour le dumping et les importations subventionnées, l'enquête durera 12 mois et peut aller jusqu'à 18 mois ; et pour les importations excessives, l'enquête prend fin dans le délai de 09 mois mais elle peut être prorogée à 12 mois. L'avis doit aussi noter les allégations sur lesquelles se

¹¹⁷ Rapport groupe spécial, EU- Viande d'agneau de Nouvelle Zélande et Australie. 21 Décembre 2000, paragraphe 4-5.

¹¹⁸ Article 04 du décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

¹¹⁹ Exemple : Avis public n°001-ANMCC/AV.19 relatif à l'ouverture d'une enquête antidumping concernant les importations de lait concentré sucré à Madagascar. Dans lequel, il était mentionné le nom du pays exportateur la Malaisie, et l'existence d'une marge de dumping de plus de 2% qui a entraîné une détérioration de la situation économique de la branche de production nationale de ce produit.

fondent l'ouverture de l'enquête, avec un résumé de l'existence du dommage et de lien de causalité¹²⁰.

Dans le cas d'une enquête relative aux subventions à l'exportation, et après la notification au gouvernement du ou des pays exportateurs du produit considéré, l'autorité compétente doit inviter ces derniers à des consultations en vue de clarifier la situation et pour trouver une solution mutuelle commune.

B- Détermination préliminaire et la prise des mesures provisoires

Pour y procéder, des collectes d'informations doivent être faites auprès des parties intéressées et aux tierces personnes justifiant d'intérêt important à l'affaire dont ces dernières disposent, selon l'article 26 du même décret, d'un délai de 30 jours à compter de l'avis de l'ouverture de l'enquête pour formuler leurs commentaires. A côté de cela, l'ANMCC doit adresser aux parties intéressées des questionnaires qu'elles doivent répondre dans le délai de 30 jours ouvrables. Ce délai est prorogeable à la demande de la partie intéressée suivant la formalité y concernant¹²¹.

Subséquent aux réponses et aux commentaires des parties, l'ANMCC procède à une évaluation préliminaire de la situation. Celle-ci a pour objectif de déterminer à titre préliminaire l'existence ou non d'un dumping, ou d'une subvention à l'exportation ou des importations massives, des dommages à la branche de production nationale, et d'un lien de causalité du comportement allégué et des dommages subis par les entreprises locales.

Une fois cette détermination préliminaire est établie, l'autorité compétente doit prendre une mesure provisoire, la notifier aux parties intéressées et faire un avis dans au moins deux journaux habilités à recevoir des annonces légales. Il doit contenir une mesure provisoire antidumping ou une mesure compensatoire provisoire, ou une mesure de sauvegarde provisoire. La durée d'application de ces mesures provisoires varie selon la nature des mesures prises. Pour les mesures antidumping et compensatoires provisoires, elles sont applicables 4 mois et sans dépasser 200 jours pour les mesures de sauvegarde provisoires¹²².

Au cas où la détermination préliminaire n'aboutit pas à démontrer l'existence des préjudices aux entreprises locales, aucune mesure ne peut être prise par l'autorité compétente

¹²⁰ Op. cit., article 5.

¹²¹ Explication : la partie qui veut demander la prorogation doit faire sa demande 7 jours avant l'expiration du délai en cours.

¹²² Article 63 du décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

à l'encontre des importations du produit considéré et ladite autorité doit en aviser sans délai la clôture de l'enquête et la fin de la poursuite.

C- Evaluation définitive et l'imposition des mesures définitives

Après la publication des mesures provisoires, l'Autorité Nationale chargée des Mesures Correctives Commerciales continue les travaux de vérification et organise des auditions publiques avec les parties intéressées le cas échéant, pour pouvoir déterminer définitivement le bien fondé des allégations, des dommages et d'un lien de causalité. Avant l'imposition des mesures définitives de la détermination finale, L'ANMCC doit informer par écrit les parties concernées de sa décision finale de l'affaire et ces dernières disposent d'un délai de 15 jours pour pouvoir répondre¹²³. A l'échéance de ce délai, l'autorité procède à une détermination finale et impose des mesures définitives.

Ces mesures définitives doivent faire l'objet d'une publication dans les mêmes conditions que les mesures provisoires. Cela signifie la fin de l'enquête, et les mesures correctives commerciales prises commencent à prendre effet le jour de cette publication. Toutefois, si la détermination finale est négative, il faut faire un avis de clôture de l'enquête. En conséquence, les droits reçus par le pays importateur à l'occasion des mesures provisoires doivent être remboursés à ceux qui ont payé. Mais l'enquête peut être clôturée avant la détermination finale si la branche de production locale retire sa requête. C'est le cas de l'enquête de l'affaire pâtes alimentaires, qui a été clôturée par le retrait de la requête de la branche de production nationale¹²⁴.

Section 3 : Mesures correctives commerciales applicables

Selon la définition donnée par l'ANMCC, les mesures correctives commerciales sont des instruments de défense commerciale incluant les mesures antidumping, les mesures compensatoires et les mesures de sauvegarde. Elles servent à corriger les effets des pratiques commerciales déloyales ou des importations en quantité tellement accrues qui engendrent des dommages aux branches de production nationale¹²⁵. Quoique l'objectif final des mesures correctives commerciales semblent les mêmes, les formes des mesures prises varient selon les circonstances, et elles sont soumises à certaines conditions d'application.

¹²³ Article 66 du décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales.

¹²⁴ Avis n°002-ANMCC/AV.19 Relatif à la clôture des enquêtes de sauvegarde concernant les importations des pâtes alimentaires à Madagascar sans aucune imposition des mesures par suite d'un retrait de la requête de la branche de production nationale.

¹²⁵ Dépliant ANMCC sur les mesures correctives commerciales, P. 1.

Paragraphe 1 : Mesures correctives commerciales circonstanciées

L'autorité compétente impose des mesures de protection des branches de production nationale en fonction du type d'allégation en cause. D'une part, il est permis aux pays importateurs de prendre des mesures antidumping ou des mesures compensatoires lorsqu'il existe des pratiques commerciales déloyales. Les premières vont à l'encontre des importations à bas prix ou le dumping et les deuxièmes visent à compenser les effets dommageables des importations subventionnées¹²⁶. Les droits antidumping et les droits compensateurs prennent généralement la forme des droits additionnels aux droits de douane. C'est à dire le pays importateur va percevoir à l'entrée des produits concernés par ces mesures des droits en sus des droits de douane dont sont assujettis habituellement les produits en cause. Le cas d'espèce actuellement à Madagascar est l'affaire du lait concentré sucré. L'ANMCC a conclu l'éventualité du dumping pour le lait concentré venant de la Malaisie. L'enquête est en cours mais l'autorité a pris une mesure pour les importations de ces produits selon laquelle les exportateurs du lait concentré sucré doivent demander une autorisation d'importation¹²⁷. S'agissant d'autre part des mesures de sauvegarde, elles sont appliquées contre une augmentation brusque et imprévue des importations qui cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale. Elles sont destinées à donner à la branche nationale en cause le temps de s'adapter progressivement à l'intensification de la concurrence due à la libéralisation mondiale des échanges¹²⁸. Les mesures de sauvegarde peuvent prendre des différentes formes : soit une majoration des droits de douane, qu'on appelle le droit additionnel, soit un contingent, qui est donc une restriction quantitative des importations du produit considéré, soit sous forme d'une licence d'importation. Les mesures de sauvegarde que l'autorité a pris depuis sa création ont la forme des droits spécifiques additionnés au droit de douane. C'est le cas de l'affaire du détergent en poudre. L'ANMCC a fixé des mesures de sauvegarde définitive en imposant un droit additionnel de 1000 Ariary par kilogramme ou de 30 Ariary par sachet de détergent en poudre¹²⁹.

¹²⁶ OMC, un commerce ouvert pour l'avenir. William Rappard, 1995, P. 28.

¹²⁷ Andrianalizah Tolotra, mesures anti-dumping : enquête sur le lait concentré sucré. L'express Madagascar, 25 Avril 2019.

¹²⁸ Guide à l'intention des entreprises : le système commercial mondial. Centre du Commerce International, P. 143.

¹²⁹ Avis n°004-ANMCC/AV.19 relatif à l'imposition d'une mesure de sauvegarde définitive concernant les importations de détergent en poudre à Madagascar.

Paragraphe 2 : Condition d'application des mesures correctives commerciales

A- Application temporaire des mesures correctives commerciales

L'application des mesures correctives commerciales est soumise à des conditions de durée. Pour les mesures de sauvegarde, le pays importateur ne peut les exercer que pour une durée de 04 ans et ce délai peut être renouvelé à condition que le dommage ou la menace subsiste lorsqu'on supprime les mesures. Ce renouvellement ne peut être fait qu'une seule fois. Le pays en développement peut proroger ce délai sans pour autant dépasser 10 ans¹³⁰. De même pour les mesures antidumping et les mesures compensatoires, l'application de ces mesures ne peut dépasser 05 ans. Ce que l'on appelle la clause d'extinction¹³¹. Toutefois, il peut y avoir de réexamen des mesures prises soit à l'initiative de l'autorité soit à la demande des parties intéressées justifiant d'un donné positif. Ce réexamen doit être entrepris avant la fin de l'application des mesures en cours et si probablement conclu qu'à la suppression des droits, le dommage se reproduira et dans ce cas l'application des mesures peut être prorogée.

B- Application spéciale et différenciée des mesures

Dans l'exercice des mesures correctives commerciales, le pays importateur doit tenir compte de la situation des pays en développement. Par exemple, l'Accord antidumping dans son article 15 dispose qu'« il est reconnu que les pays développés membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord ». Compte tenu des cas des pays en développement, l'imposition de ces mesures est facultative et qu'il est moindre que la marge du dumping. Et si la marge du dumping est de minimus ou le volume des importations est négligeable, l'imposition des mesures antidumping n'est plus nécessaire¹³². Pour les importations subventionnées en provenance des pays en développement, les mesures compensatoires ne sont pas prises si ces importations représentent moins de 04% des importations totales. De même pour les mesures de sauvegarde, si le volume des importations des pays en développement du produit considéré est de moins de 03% des importations totales, il n'y aura pas application des mesures à leur égard.

¹³⁰ OMC, un commerce ouvert pour l'avenir. William Rappard, 1995, P. 30.

¹³¹ Article 11.3 Accord antidumping : « tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé ».

¹³² Il y a application de ce minimus si le marge du dumping est inférieur à 2%, cette mesure est valable pour tous les membres de l'OMC.

C- Octroi d'une compensation

L'octroi d'une compensation n'est opérable qu'en cas des mesures de sauvegarde. En d'autres termes, si le pays importateur envisage de prendre des mesures de sauvegarde, il doit maintenir des compensations commerciales au profit des pays exportateurs affectés. La fixation de cette compensation se fait par voie de consultation entre les pays concernés. A défaut d'accord d'une compensation, le(s) pays exportateur(s) peut suspendre ou retirer les concessions équivalentes ainsi accordées au pays importateur. Toutefois, cette suspension des concessions de la part du pays exportateur ne peut être exercée qu'à partir de trois (03) années d'application des mesures de sauvegarde¹³³.

Paragraphe 3 : Finalités des mesures correctives commerciales

A- Mesures de consolidation mais non pas d'élimination des importations

Les mesures correctives commerciales, dites aussi instruments de défense commerciale sont à vocation à régir les pratiques commerciales déloyales à l'importation ou à contrebalancer les importations en quantité accrue d'un produit similaire à la production des entreprises locales. D'une part, la vertu de ces mesures n'est pas de limiter les importations ou de limiter la concurrence internationale, mais elles doivent être prises afin de consolider les importations excessives qui risquent de nuire les PME et PMI locales et de corriger les abus dans les relations commerciales. D'autre part, Ces protections provisoires vont donner aux producteurs locaux touchés le temps de se préparer pour faire face à la concurrence à l'importation intensive¹³⁴. En d'autres termes, elles sont exercées temporairement pour protéger des secteurs vulnérables dus aux conséquences de l'abaissement de la protection tarifaire.

B- Equilibre du marché interne dans le respect de la NPF

Les mesures correctives commerciales sont aussi destinées à retrouver l'équilibre de la concurrence sur le marché du pays importateur par l'imposition des nouveaux droits à l'entrée des produits concernés afin de rapprocher le prix du produit concerné à sa valeur normale. Cela corrige automatiquement le prix à l'exportation de ce produit, c'est-à-dire le prix de ce produit sur le marché du pays importateur. Toutefois, Certaines de ces mesures doivent respecter le fameux principe du traitement de la nation plus favorisée ainsi posé par l'OMC. Il

¹³³ OMC, un commerce ouvert pour l'avenir. William Rappard, 1995, P. 29.

¹³⁴ OMC, Guide à l'intention des entreprises : le système commercial mondial. Centre du Commerce International, P. 143.

s'agit alors des mesures de sauvegarde. Cela veut dire que les mesures prises vont concerner tous les pays exportateurs du produit considéré mais ne visent pas seulement l'actuel exportateur. Aucun exportateur du produit en cause ne peut être traité d'une façon moins favorable que les autres exportateurs du même produit ou du produit similaire. La raison est qu'il n'y a pas d'agissement déloyal de l'actuel exportateur. Seulement, il y avait des préjudices subis par la branche de production nationale du produit similaire et qu'il faut consolider les importations de ce produit afin que la branche affectée peut se rajuster¹³⁵. Par contre, pour les droits antidumping et les droits compensateurs, elles ne s'imposent qu'à ceux qui ont commis des pratiques déloyales. Ainsi, ces dernières s'appliquent de manière discriminatoire, elles dérogent à l'application du principe de l'OMC du traitement de la nation plus favorisée (NPF).

Aucune enquête ouverte par Madagascar ne concerne encore de cas de subvention à l'exportation. La plupart concerne les enquêtes en vue de l'imposition des mesures de sauvegarde.

Le tableau suivant montre les produits dont l'ANMCC a émis des avis d'ouverture des investigations :

Les mesures prises	Les produits locaux protégés	Producteurs requérants
Antidumping	Lait concentré sucré	SOCOLAIT
Sauvegardes	Détergent en poudre	SAVONNERIE TROPICALE
	Couverture	SOMACOU
	Pâtes alimentaires	SALONE, JB, HABIBO MILLS
	Huiles lubrifiantes	Société MOCCO
	Huiles alimentaires	Société HITA
	savons	SAVONNERIE TROPICALE, SIB , SDOI, INDISUMA ,SKT

Source ANMCC.

¹³⁵ Article 2.2 Accord sur les sauvegardes : « Des mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance ».

Des mesures ont été prises pour les affaires du détergent en poudre, de couverture, de pâte alimentaire, de l'huile lubrifiant et huile alimentaire. Mais les litiges du Savon et du lait concentré sucré sont encore en cours de traitement.

CHAPITRE II: ANALYSE DE L'EFFECTIVITE DE CES MESURES DE PROTECTION ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Les mesures correctives commerciales sont des mesures d'exceptions, destinées à atténuer les effets de la politique commerciale libérale et ouverte. L'objectif est de corriger certains agissements préjudiciables afin de rétablir une concurrence saine et loyale sur le marché du pays importateur et de donner à certains secteurs du pays importateur le temps de ressusciter leur situation¹³⁶(section 1). L'ANMCC, à peine deux années d'existence, œuvre spécialement dans ce domaine. Toutefois, on constate une certaine hésitation et réticence quant à l'applicabilité des mesures prises (section 2). Par ailleurs, il serait mieux d'envisager des mesures d'accompagnement de ces mesures pour mieux protéger les intérêts des producteurs locaux et de donner une telle valeur aux produits locaux (section 3).

Section 1 : Intérêts de la prise des mesures correctives commerciales

Ces mesures de défense commerciale sont des mesures prises de manière temporaire contre les excès et les abus de certaines entreprises exportatrices. Elles permettent alors de protéger temporairement les producteurs locaux et leur incitent à varier leur offre et à améliorer la qualité de leurs produits. La mise en œuvre de ces mesures aboutit enfin à une promotion d'investissement.

¹³⁶ Monsieur BARTHELEMY, DG de l'ANMCC, mesures correctives commerciales : solution face à la concurrence déloyale des produits importés, P. 48.

Paragraphe 1 : Opportunité à la promotion des investissements locaux

A- Avoir le temps de s'en remettre pour les producteurs locaux

Les entreprises malgaches sont formées généralement des PME et PMI, d'où la difficulté de faire face à des concurrences intensives étrangères. Les mesures de sauvegarde, compensatoire et antidumping sont des moyens pragmatiques afin de les aider à faire face aux coûts des ajustements découlant de la libéralisation du commerce et de réduire le développement au niveau national des pressions nées de cette libéralisation¹³⁷.

Ces mesures même d'une durée temporaire de 5 à 10 ans, doivent permettre une diminution de la quantité des importations préjudiciables à la branche de production touchée. L'imposition des droits supplémentaires aux droits de douane ou les droits additionnels rapproche les prix des produits importés de leur valeur normale et d'éliminer les dommages causés aux producteurs nationaux¹³⁸. C'est le cas du savon en poudre « extra propre » dont le prix a augmenté de 50 Ariary le détail depuis Juin 2019 à cause de l'imposition du droit additionnel de 34%. Par conséquent, elles offrent une occasion pour les producteurs locaux d'accroître leur production, de conquérir plus de part du marché, puisqu'il y avait une diminution de nombre des références et du tonnage des importations de savons en poudre¹³⁹.

B- Incitation à l'investissement local

Les produits importés visés par les mesures correctives commerciales sont soumis à une autorisation d'importation auprès de l'ANMCC¹⁴⁰ et leur importation est subordonnée à un acquittement des droits additionnels aux droits habituels de douane. Cela motive alors les entreprises exportatrices de s'installer dans le pays importateur afin de se soustraire à ces mesures de correction. Ce sont les cas de l'« extra propre », le « vao line » pour les détergents en poudre et le cas des pâtes alimentaires « panzani », « illico » et « presto ». Ils ne sont plus importés puisque les producteurs étrangers s'installent dans le pays et fabriquent localement ces produits. Ce qui permet d'affirmer que les mesures correctives commerciales favorisent la promotion d'investissement. La conséquence est donc très directe sur le développement de l'emploi puisque depuis le mois de juin 2019 avec la mise en place des mesures correctives

¹³⁷ OMC, rapport sur le commerce mondial. 2007, P. 163.

¹³⁸ ALMOKHTAR AL MDAGHO, la notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC. Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 30 Juin 2014. P 07.

¹³⁹ RAKOTOMANGA Henintsoa, chef marketing, Savonnerie Tropicale.

¹⁴⁰ Arrêté n° 4412/2018 du 02 Février 2018 fixant les formes et modalités de déclaration préalable et d'autorisation d'importation des produits objet d'enquête sur les mesures correctives commerciales.

commerciales provisoires, ces entreprises produisent au niveau local ces produits précités, 500 nouveaux emplois ont été créés¹⁴¹.

Paragraphe 2 : Penché vers une amélioration de la qualité de production et un gain pour le trésor public

A- Incitation à l'amélioration des productions nationales

Les mesures de défense commerciale laissent le temps aux producteurs appartenant à la branche lésée d'améliorer tant la quantité et surtout la qualité de leur produit. On a pu constater que les produits locaux demandent l'apposition du label « vita malagasy » ou du « malagasy ny antsika » se multiplient et surtout les entreprises les plus touchées par la concurrence à l'importation sont toutes labélisées du « vita malagasy », parmi lesquelles la SOMACOU, pâte Matsiro Salone, Socolait, huile Hina, savon SIB,

Pour avoir ce label, les produits doivent répondre à certains critères de qualité. Il est donc normal cette précipitation à la normalisation de la qualité des produits puisque dans la pratique, les critiques portées aux produits nationaux portent toujours sur la qualité et ce sont les arguments habituels des importateurs. Alors, l'imposition des mesures correctives commerciales leur donne une occasion de se préparer et d'opter sur des productions de quantité et de qualité pour faire face à la concurrence étrangère à l'extinction de ces mesures. Et surtout en contre partie de la prise de ces mesures, les entreprises locales concernées ont l'obligation de proposer un plan d'ajustement sous control effectif de l'ANMCC. Ce qui serait plus profitable pour les consommateurs de pouvoir s'approvisionner des produits de qualité. Prenons le cas de la Société Savonnerie Tropicale, elle a présenté comme plan d'ajustement, des inventions de gamme de produits avec la procuration d'une nouvelle machine.

B- Gain pour le trésor public

Il est évident que l'ouverture du marché et la libéralisation du commerce engendrent un manque à gagner du point de vue fiscal au prétexte de la consolidation des droits de douane, des franchises à l'importation et toutes autres formes d'exemption des droits et taxes à l'importation. Sans oublier le fait que Madagascar est parmi les pays de l'Afrique subsaharienne disposant de la plus faible pression fiscale, qui reste constante à 11%.

L'établissement des droits additionnels supplémentaires aux droits de douanes habituels permettent de combler une partie de ces pertes. En d'autres termes, les mesures correctives

¹⁴¹ Barthélemy DG ANMCC in Express de Madagascar, commerce-mesures correctives sur la concurrence-méconnues. Novembre 2019, note Harilalaina RAKOTOBÉ.

commerciales défendent non seulement les intérêts des entreprises locales mais elles vont compenser les manques à gagner du trésor public, ce qui est donc une nécessité logique pour les pays en voie de développement comme Madagascar. A titre d'exemple, depuis le mois de juin 2019, le trésor public a ramassé 5 milliards d'Ariary de droits additionnels provisoires¹⁴².

Section 2 : Réticence dans l'application des mesures prises

Madagascar, même étant un pays moins avancé a osé enfin à mettre en œuvre des mesures correctives commerciales. C'est une évolution majeure de la politique commerciale de Madagascar. Toutefois, on constate certaines réticences par rapport à l'application des mesures correctives commerciales et il y a de mesure prise qui est négligée. L'hésitation des pouvoirs publics dans la mise en effectivité des mesures prises se fondent principalement sur les enjeux de ces mesures de protection sur l'opinion publique, les principes ainsi imposés par l'OMC et la réciprocité des relations commerciales avec les pays exportateurs.

Paragraphe 1 : Enjeux des mesures de protection aux regards de l'opinion public

A- Vis-à-vis des consommateurs

Conquérir les consommateurs, c'est la finalité de toute activité commerciale. La majorité des consommateurs malgaches n'achètent que ce qui est moins chers. L'entrée massive des produits ou les pratiques déloyales à l'importation tel le cas du dumping rendent les produits importés à être vendus à bon prix qui leur conviennent.

Dès lors, l'imposition des mesures correctives commerciales se heurtent à la tendance des consommateurs puisque les prix des produits importés doivent se rapprocher de sa valeur normale pour les produits vendus à des prix du dumping ou du moins augmentés pour les produits frappés des mesures de sauvegarde.

Cette situation met alors l'Administration dans un dilemme. Il importe de protéger les entreprises locales pourvoyeuses d'emplois et de développement, alors que cette protection rend le coût trop cher pour les consommateurs qui, à peu près 75% de la population, ne sont pas en mesure de supporter une augmentation des prix. En d'autres termes, ces mesures correctives commerciales empêchent les consommateurs de profiter de la baisse des prix. Et cela constitue le grand problème qu'explique la réticence des pouvoirs publics dans l'application des mesures prises. Prenons comme exemple le prix du détergent extra propre,

¹⁴² Barthélemy DG ANMCC in Express de Madagascar, commerce-mesures correctives sur la concurrence-méconnues. Novembre 2019, note Harilalaina RAKOTOBÉ.

avant l'imposition des mesures de sauvegarde provisoire le prix unitaire était de 200 Ariary. Le mois suivant le prix unitaire a grimpé de 250 Ariary. Or, c'est un produit de première nécessité dont l'utilisation est incontournable pour les consommateurs, et l'augmentation du prix leur coute cher.

B- Vis-à-vis des importateurs

La concurrence à l'importation met en compétition les produits importés et les produits locaux similaires. Il s'agit une concurrence entre les exportateurs, importateurs des produits importés et les producteurs locaux. Les mesures correctives commerciales affectent automatiquement les importateurs puisque le volume de leur importation doit diminuer, ainsi les prix à l'exportation vont augmenter. Cette situation peut affecter leur situation économique habituelle. Toutefois, le volume d'importation de certains grands importateurs n'est pas affecté par ces mesures, comme le cas de Shoprite, elle n'a pas diminué le volume de son importation mais il a fait augmenter les prix et c'est la population qui en subit les conséquences. L'ANMCC avait pris de mesures provisoires concernant les huiles alimentaires, les détergent en poudre, et les pâtes alimentaires. Or, une fois l'autorité a émis un avis sur les mesures provisoires frappant les huiles alimentaires le Vendredi, le prix de l'huile a augmenté le dimanche suivant. Ainsi, le ministère du commerce a dû faire reculer jusqu'à 6 mois après l'imposition des mesures pour les détergents en poudre et pâtes alimentaires¹⁴³.

Les importateurs considèrent les mesures correctives commerciales comme des sanctions à leur encontre même si l'objectif de l'ANMCC en imposant ces mesures est la régulation du marché en atténuant les importations préjudiciables aux industries locales¹⁴⁴.

Paragraphe 2 : Enjeux de la protection vis-à-vis des principes ainsi imposés par l'OMC

A- Mesures de protection des entreprises locales et le libre-échange

La liberté des échanges est l'idée fondamentale de l'OMC. Une liberté de circulation des biens et des services, des facteurs de production dans les pays membres se traduisant par un abaissement des obstacles tarifaires et non tarifaires. Or l'imposition des mesures de protection des entreprises locales constituent un obstacle à ce libre échange puisque les mesures peuvent toucher certaines concessions acquises par le pays destinataire de telles

¹⁴³ RAKOTOMANGA Henintsoa, chef marketing, Savonnerie Tropicale.

¹⁴⁴ Barthélemy DG ANMCC in Express de Madagascar, commerce-mesures correctives sur la concurrence-méconnues. Novembre 2019, note Harilalaina RAKOTOBÉ.

mesures. Il est fortement possible que le pays membre affecté par les mesures de protection cherche d'autres manières de riposter. Si la règle est donc la libéralisation des échanges, la situation devient inverse actuellement. Les restrictions réciproques au commerce sont en train de se répandre puisque ces mesures restrictives s'élargissent rapidement. Elles consistent au relèvement des droits de douane, contingent, ou des règlements douaniers plus stricts. Ces mesures menacent le commerce mondial et risquent de virer à des guerres commerciales¹⁴⁵.

Prenons le cas des mesures antidumping qui sont plus significatives. En 1981, les enquêtes antidumping ouvertes par les membres de l'OMC étaient de 181, en 2011 au nombre de 153 et au nombre de 144 en 2012. Il risque de se transformer à des mesures contraires au libre-échange de l'OMC et vont devenir des mesures offensives mais non pas défensives¹⁴⁶.

Toutes ces craintes influencent l'hésitation des pouvoirs publics à l'application des mesures prises. C'est le cas de Madagascar pour le tarif douanier des bondillons. Si le taux convenu était de 20%, le gouvernement malgache n'ose pas à appliquer effectivement cette mesure et l'a ainsi diminué à 10% dans la loi de finance 2020. Le principal exportateur de ces bondillons vers Madagascar est l'île Maurice. Celui-ci constitue le potentiel partenaire commercial de Madagascar dans la COI. L'attention donnée à la réciprocité des échanges empêche alors l'effectivité des protections des entreprises locales.

B- Mesures de protection et la facilitation des échanges

La facilitation des échanges fait partie des principes discutés au sein de l'OMC. Madagascar a déjà notifié depuis 2016 son adhésion à l'accord sur la facilitation des échanges (AFE) qui est entré en vigueur une année après. La facilitation des échanges concerne surtout les services et pratiques aux frontières, qui signifie un dédouanement rapide et un temps d'immobilisation plus court pour le commerce. Il implique alors une réduction des coûts et des délais de procédure aux frontières grâce à la :

- simplification des procédures de dédouanement ;
- standardisation avec l'utilisation des machines ;
- harmonisation de la position et sous position des marchandises en facilitant l'attribution des tarifs douaniers y conviennent ;

¹⁴⁵ ROBERTO AZEVEDO, DG de l'OMC, 03 Aout 2017. ([https :
www.bilan.ch>economie>l_omc_pointe_le_risque_de_guerre_commerciale](https://www.bilan.ch/economie/l_omc_pointe_le_risque_de_guerre_commerciale))

¹⁴⁶ ALMOKHTAR AL MDAGHO, la notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC. Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 30 Juin 2014, P. 14.

- modernisation avec l'utilisation des outils technologiques comme la suivie des opérations des dédouanements par les importateurs via le SIDONIA Word.

Or l'imposition des droits additionnels et des autorisations d'importation aux importateurs semblent aller à l'encontre de cette facilitation des échanges. Les coûts doivent augmenter ainsi que les délais puisque l'importation de tous les produits concernés par les mesures correctives commerciales est soumise à une autorisation préalable auprès de l'ANMCC. En d'autres termes, l'AFE constitue une sorte de limite aux pouvoirs publics dans l'application des mesures correctives commerciales.

C- Possibilité de consultation de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) par le pays destinataire des mesures

L'OMC dispose d'un ORD commerciaux pour les pays membres. Lorsqu'un membre croit que ses intérêts sont affectés par des mesures prises par d'autres membres, il a le droit de consulter l'ORD de l'OMC. Ce qui rend très difficile l'imposition des mesures correctives commerciales.

L'arrivée à tel stade implique du temps et des dépenses et ce n'est pas beaucoup mieux pour les pays en développement. A un stade de l'instance, l'ORD peut ordonner au pays membre affecté par les mesures de protection des contres mesures. Jusque-là, les mesures prises par Madagascar n'ont pas encore fait l'objet d'instance au niveau de l'ORD¹⁴⁷.

D'ailleurs, toutes les mesures prises par les pays membres font toutes l'objet de notifications auprès de l'OMC. Toutes ces situations expliquent la réticence du gouvernement à l'application effective des mesures correctives commerciales.

Section 3 : Mesures d'accompagnement

Selon l'OMC, l'imposition des mesures correctives commerciales ne peut être qu'exceptionnelle. Il n'est pas possible de recourir à tout moment à ces mesures. De plus, elles ne vont pas suffire à réparer elles-mêmes les effets dommageables des importations à la branche de production locale puisque la branche touchée n'est pas directement dédommée des dommages subis. La forme de dédommagement, c'est l'octroi du temps pour pouvoir rétablir sa situation alors même qu'il n'est que temporaire, il ne peut excéder de 5 à 10 ans. Il serait mieux de commencer par des mesures communicationnelles. Les mesures correctives commerciales sont mal appréciées de l'opinion public, les consommateurs et les importateurs.

¹⁴⁷ ANDRIANARITSEHENO Faneva Harison, Directeur des affaires juridiques, ANMCC.

Alors que ces mesures ne sont pas seulement dans les seuls intérêts des entreprises locales mais aussi pour garantir la politique du marché et l'économie nationale.

Si les consommateurs font parties des principaux acteurs et destinataires du marché, le bas niveau d'instruction des consommateurs reste un obstacle dans le marché local. Il y a d'entreprises parce qu'il y a des consommateurs. Il serait mieux de les éduquer, informer et communiquer puisque c'est seulement à tel niveau d'instruction que les consommateurs deviendront la force des entreprises locales. Le renforcement du cadre législatif s'avère aussi nécessaire.

Paragraphe 1 : Mesures communicationnelles

Les mesures communicationnelles consistent en la notification des lois, d'information des droits et de renforcer l'éducation, les relations entre les opérateurs-consommateurs-Administration.

A- Renforcement de la visibilité des produits locaux

Les mesures de protection des entreprises locales ne sont que temporaires. Les dommages peuvent revenir à l'extinction des mesures. Cependant, il n'est pas permis de recourir maintes fois à de telles mesures. Il incombe à l'Administration et aux producteurs locaux de chercher des stratégies pour accroître la visibilité et la commercialisation des produits locaux. Les consommateurs sont colonisés par des produits importés à bon prix et c'est la raison pour laquelle il faut leur montrer l'existence des produits nationaux de substitution. Y compris les foires, les dégustations gratuites, les braderies, ... Il serait mieux de multiplier ces genres de communication avec les consommateurs afin de promouvoir les produits locaux. Les publicités et les slogans en vue d'accroître les visibilités sur les produits locaux : made in Madagascar, vita malagasy, malagasy ny antsika, un grand pas fait par le SIM afin d'augmenter la valeur des produits industriels locaux et de permettre à ces produits de répondre à des critères de qualité et de norme. Non seulement d'accroître la visibilité mais de donner confiance aux consommateurs pour la qualité des produits.

B- Complicité-consommateurs-producteurs et Administration dans l'information, éducation et communication

Parmi les problèmes des entreprises locales est le bas niveau d'instruction de la plupart des consommateurs malgaches. Malgré les efforts des entreprises locales ces derniers temps dans l'amélioration de la qualité des produits, les consommateurs ne s'intéressent qu'aux prix. L'abondance des produits importés à bon prix ne leur permet d'évoquer le droit au choix, à la

sécurité et d'approvisionner la meilleure qualité. Le pire, ils ne savent même pas qu'ils disposent de tels droits.

Il appartient ainsi à l'association des consommateurs de faire connaître, et protéger ces droits des consommateurs. Sur les 26 millions de personnes qui composent la population malgache, l'association des consommateurs FIMZOMPAM (Fikambanana Miaro ny ZO ny MPAnjifa Malagasy) n'atteint pas encore 2000 membres et faute de moyens, les membres ne peuvent rien faire. Elle ne peut même pas faire des investigations. La complicité de l'Administration, des producteurs locaux, et des associations des consommateurs serait nécessaire afin d'accroître le niveau d'instruction des consommateurs.

A telle allure, les associations n'arrivent pas seules à faire la tâche. Il appartient à l'Administration de faire des efforts sur les notifications des lois sur la consommation, aux radios, par tracts, ... De fournir des aides matérielles, des formations aux associations des consommateurs. A côté, les producteurs doivent être en communication et à l'écoute en permanence de ces associations pour pouvoir suivre les tendances des consommateurs. En d'autres termes, une bonne communication entre les intervenants du marché est donc nécessaire dans l'intérêt des entreprises locales et des consommateurs eux-mêmes.

C- Notification aux opérateurs économiques des mesures correctives commerciales

L'imposition des mesures correctives commerciales est au centre des discussions actuelles des opérateurs économiques malgaches qui ont mal compris les objectifs ultimes de ces mesures. Ce sont des évolutions récentes de la politique commerciale, malgré le fait qu'elles sont déjà présentes dans la loi sur la concurrence de 2005, leur mise en œuvre n'a commencé que plus de 10 ans plus tard. Même certains producteurs locaux ne sont pas encore au courant de l'existence de ces mesures surtout pour les petites et micro entreprises. On a même constaté que les requêtes déposées à l'ANMCC proviennent toutes des grandes entreprises ou des entreprises ayant une certaine ancienneté. Les petites et micro entreprises soit elles n'ont connaissance soit elles ont peur d'agir. Alors que les entreprises malgaches constituent la plupart des PME, à 95% des entreprises locales¹⁴⁸.

¹⁴⁸ Expansion Madagascar n°20, nous entrons dans la nouvelle ère de la décentralisation. Novembre-Décembre 2019, P. 9.

De même, les importateurs ont mal apprécié ces mesures. Il appartient alors à l'administration, à l'ANMCC de faire la notification des dispositions légales y concernant surtout pour les micros entreprises et les importateurs.

Paragraphe 2 : Renforcement du cadre législatif

Celui-ci consiste généralement en l'amélioration des régimes juridiques influençant la concurrence des produits étrangers et des produits locaux. Cela se fait alors à partir des réformes et de l'adoption d'un cadre législatif en matière des mesures correctives commerciales.

A- Réformes législatives

Les législations douanières influencent directement la concurrence entre les produits étrangers et les produits locaux. Il serait mieux de renforcer le rôle de protection de la douane. Au niveau de la tarification des droits de douanes, il doit instaurer un régime douanier équilibré. Tel le cas des droits de dédouanement des matières premières avec un tarif de 5 à 10 % qui semblent trop chers pour les industries locales. Cependant, des produits finis bénéficiant des certificats d'origines des blocs régionaux ne payent pas des droits.

Aussi, par rapport à la poursuite des infractions douanières, la facilitation des échanges nous oblige à simplifier les procédures de dédouanement et à accélérer ainsi le délai. Ça veut dire que même les contrôles au moment du dédouanement sont accélérés. Cela risque d'augmenter le taux d'infraction douanière. Alors, il faut rendre plus rigoureux les contrôles à postériori de dédouanement faits par les Services de Lutttes contre la Fraude Douanière (SLFD). Notre interlocuteur auprès des SLFD a suggéré de développer à Madagascar les contrôles en entreprises, c'est-à-dire des descentes en entreprises. Les courses au conteneur ne suffisent plus à démanteler les infractions douanières, toutefois les entreprises à Madagascar ne peuvent pas encore supporter cette procédure alors que c'est la méthode la plus efficace utilisée par les pays développés¹⁴⁹. Il appartient alors à l'Administration de prendre des dispositions légales y afférentes, de fournir les matériels et moyens qu'y conviennent.

Le décret d'application de la loi sur le développement industriel¹⁵⁰, est parmi les attentes des entreprises locales, en espérant les aider à résoudre les problèmes fiscaux qui sont pour elles trop lourds et les rendent moins compétitif sur le plan international et au niveau du marché local qui reste jusqu'ici fortement dominé par les importations.

¹⁴⁹ RAMANANKAMONJY Alain Brilland, inspecteur des douanes au contrôles à postériori. Direction générale des douanes, Antananarenina.

¹⁵⁰ Loi n°2017-047 du 29 Janvier 2018 sur le développement industriel.

B- Instauration d'un cadre législatif en matière des mesures correctives commerciales

Madagascar ne dispose pas encore de loi proprement relative aux mesures correctives commerciales. La source légale est donc l'article 7 de la loi refonte sur la concurrence n°2018-020 du 23 Août 2018. Il y a le décret n° 2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière des mesures correctives commerciales. Ce décret était pris en urgence à cause de l'intensification de la concurrence à l'importation. Il n'a pas pu préciser clairement les types des mesures que peuvent prendre l'autorité de la concurrence, ainsi que leur définition. Ce décret n'a pas défini ce que c'est le contingentement, alors que c'est une des mesures de sauvegardes¹⁵¹. Il se focalise principalement sur les procédures à suivre au niveau de l'ANMCC dans l'aboutissement de l'enquête. Quand bien même, un projet de loi relative aux mesures correctives commerciales est en cours d'adoption afin de renforcer le fondement légal de la protection et en espérons avoir une vision large de toute les facettes.

Nous suggérons une amélioration de la procédure de la mise en place des mesures correctives commerciales, puisqu'elle implique :

- le dépôt des requêtes par les entreprises victimes
- l'ouverture de l'enquête
- la détermination préliminaire
- les mesures provisoires
- l'audience publique à chaque niveau
- la vérification des renseignements et des preuves
- la détermination finale
- les mesures définitives

La durée des procédures est très longue jusqu'à 18 mois, et dépasse même cette durée légale, comme le cas de l'affaire Savon qui, jusqu'à présent, n'existe des mesures concrètes et

¹⁵¹ Article 118 du décret n° 2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière des mesures correctives commerciales : « une mesure de sauvegarde définitive peut se traduire en: a. un droit additionnel en sus des droits de douane, b. des restrictions quantitatives, c. des contingents; ou d. toute autre mesure à la frontière jugée appropriée pour permettre la suppression du dommage subi par la branche de production nationale et à celle-ci de s'adapter aux nouvelles conditions de concurrence ».

l'enquête recommence au début pour une troisième fois. Et les entreprises victimes risquent des préjudices supplémentaires avant la prise des mesures de protection.

Il serait aussi envisageable de mettre en place un comité de surveillance des importations au niveau de la douane pour une meilleure suivie de l'évolution des importations des produits objets des mesures et il appartient à ce comité de dresser des rapports à l'ANMCC, qui facilite le traçage des marchandises en cause et surtout pour une meilleure appréciation de l'effectivité des mesures prises.

CONCLUSION

Bref, la présente étude nous montre que l'évolution du système commercial mondial influence l'ouverture du marché malgache. Provoquant une intensification de la concurrence entre les produits en provenance du reste du monde et des produits similaires locaux, surtout depuis l'adhésion de Madagascar aux intégrations régionales. L'amélioration du développement, la répartition équitable des ressources mondiales en vue des compétitivités nationales sont les perspectives de cette ouverture. Toutefois, le pays profite moins de ces avantages à cause de l'entrée massive ou abusive de certains produits importés, qui sont quand même bénéfiques à certaines entreprises importatrices mais qui constituent des menaces et dommages graves à certaines branches de production concernées. Ces dernières vont être dépourvues de leur part du marché qui influencent leur productivité, leur volume de vente et la survie même des entreprises. La réalité montre que la majorité des industries locales sont touchées, surtout le secteur agroalimentaire, textile et les Produits de Première Nécessité (PPN). En revanche, ce sont les grandes entreprises qui, du moins d'une telle ancienneté, osent jusqu'alors à faire de requête.

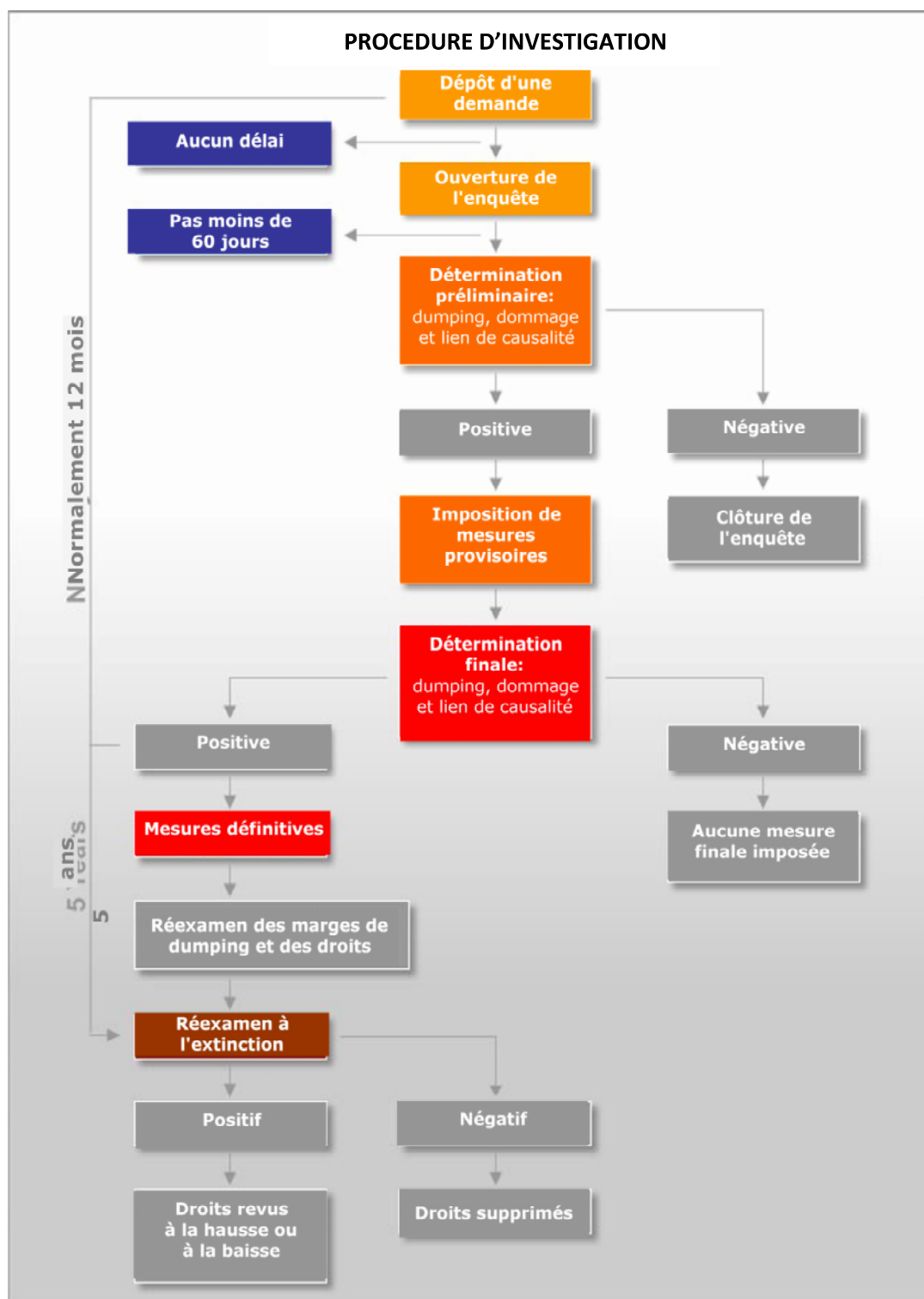
On a pu comprendre que l'Etat malgache, même encore un pays moins avancé, a osé établir un système de protection des entreprises locales à travers la mise en place de

l'ANMCC depuis l'année 2014, mais qui n'est opérationnelle qu'à partir de 2017. Il suffit aux producteurs victimes d'adresser une requête bien motivée pour permettre à cette autorité d'ouvrir une enquête. Elle peut déclencher la procédure de son gré si elle dispose des éléments permettant une ouverture d'enquête en vue de mettre en place des mesures de sauvegarde, compensatoires ou antidumping. Elle doit commencer par une détermination provisoire à une détermination finale avant la fixation définitive des mesures correctives circonstanciées. Jusque-là, Madagascar n'a pas pu encore relever de cas de subvention à l'exportation. Les importations massives faisant l'objet des mesures de sauvegardes sont les plus fréquentes. Et on a jusqu'alors un seul cas de dumping.

Les enjeux dans les relations commerciales, occasionnés par la mise en œuvre de ces mesures, font obstacle à l'application effective des mesures ayant été prises, qui sont quand même temporaires et insuffisantes à la remise en état de la branche de production touchée. Revoir la politique douanière de Madagascar, renforcer le cadre législatif en la matière et le plan d'ajustement de chaque branche affectée sont les perspectives.

Malgré la possibilité d'une concurrence normale, il est évident que parmi les obstacles surmontés par les entreprises locales est le pouvoir d'achat des consommateurs. Jamais avec un revenu de moins de deux dollars par jour ne leur permet de choisir les « vita malagasy » un peu plus chers que les importés. Il appartient alors à l'Etat de revoir une politique générale d'emplois pour les 4000 jeunes nouveaux diplômés qui arrivent chaque année sur le monde du travail et qui deviennent des chômeurs ou tombent dans le sous-emploi. Pourquoi pas alors la mise en place d'un système d'incubation dans toutes universités de Madagascar pour les jeunes porteurs de projets. N'est-ce pas une politique de mise en œuvre pratique de la liberté d'entreprendre ?

ANNEXE I



Source : ANMCC

Cette figure montre le déroulement de la procédure en vue de mettre en œuvre les mesures antidumping, compensatoires ou les mesures de sauvegarde.

ANNEXE II

LES QUESTIONNAIRES AUX INTERVIEWERS

I- ANMCC

- 1- Quelles sont vos attributions ?
- 2- Combien de requêtes avez-vous reçus depuis votre création et quels sont les produits importés qui ont déjà fait l'objet des droits additionnels ?
- 3- Comment fait-on des droits provisoires perçus aux importations au cas où la détermination finale sera négative ?
- 4- Avez-vous des contraintes dans l'application de ces mesures ?
- 5- Quelles sont vos suggestions pour une meilleure protection de ces entreprises locales?

II- MINISTERE DU COMMERCE

- 1- Quelles sont les conditions pour que les importations puissent être vendues au marché?
- 2- Quelles sont les responsabilités du ministère dans la suivie des prix et des qualités des produits sur le marché interne ?

III- SERVICE TARIF EN DOUANE

- 1- Quels sont les différents droits et taxes perçus aux importations de Madagascar ?
- 2- La douane peut-elle prendre un acte interdisant temporairement les importations ?
- 3- Les entreprises locales se plaignent toujours d'un déséquilibre de la politique douanière, qu'en pensez-vous de cette constatation ?

IV- SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES DOUANIERES

- 1- Quels sont les différents contrôles faits par les services douaniers?
- 2- Quels sont les cas des fraudes douanières fréquemment relevées par vos services ?
- 3- Quelles sont vos suggestions pour diminuer les fraudes douanières ?

V- SERVICE FISCAL ET RCS DE L'EDBM

- 1- Quelles sont les différents impôts sur les sociétés à Madagascar ?

2- Comment est la structure des entreprises récemment créées ?

VI- FIMZOMPAM

1- Création et membres ?

2- Quelles sont les formes de sensibilisations des droits des consommateurs que vous avez déjà engagés ?

3- Avez-vous de données ou sondage concernant le niveau d'instruction des consommateurs ?

4- Existe-t-il des investigations aux mouvements des consommateurs concernant les prix des importés et des produits locaux ?

VII- ENTREPRISES LOCALES : SALAMA, SOMACOU, SAVONNERIE TROPICALE.

1- Quels sont les préjudices subis ?

2- Les mesures prises par l'ANMCC ?

3- Les effets de ces mesures sur le volume de l'importation ? Les prix ? Le volume de vente ? Ces mesures sont-elles effectives ?

4- Est-ce que l'ANMCC vous a proposé un plan d'ajustement ?

5- Quelles sont vos suggestions ?

VIII- LES IMPORTATEURS : SHOPRITE, LEADER PRICE

1- Certains produits importés ont frappé des droits additionnels aux droits habituels de douane comme le cas d'huile alimentaire, savon, détergent et pâte alimentaire. Quelles sont les conséquences de ces mesures sur le volume des importations ? Sur le prix ? Sur le volume de vente de ces produits ?

2- Quelles sont vos remarques ou suggestions par rapport à l'imposition de ces mesures ?

BIBLIOGRAPHIE

I- LES OUVRAGES GENERAUX ET SPECIFIQUES

- ✓ CARREAU, Dominique, et al., Droit international économique. 3^{ème} édition, LGDJ, 1990, 725 pages.
- ✓ DIDIER, Paul, droit commercial, l'entreprise individuelle, tome1. 2^{ème} édition, Presses Universitaires de France, Avril 1997, 473 pages.
- ✓ GODET, Michel et RUYSEN, Olivier, les échanges internationaux. Coll. « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 1978, 126 pages.
- ✓ GUYON, Yves, droit des affaires, tome 1 : droit commercial général et sociétés. 9^{ème} édition, Economica, 1996, 1015 pages.
- ✓ LEGAIS, Dominique, droit commercial. 11^{ème} édition, Syre, 1997, 356 pages.
- ✓ OMC, un commerce ouvert pour l'avenir. William Rappard, 1995, 30 pages.
- ✓ OMC, Guide à l'intention des entreprises : le système commercial mondial. Centre du Commerce International, 348 pages.
- ✓ RAONINTSOA RAKOTOMALALA Samuel, guide de la création d'entreprise à Madagascar. Cité, Novembre 2002, 190 pages.
- ✓ RODOLPH S. IMHOOF, le GATT et les zones de libre-échange. George et Cie, volume 18, 1979, 251 pages.

II- LES INSTRUMENTS JURIDIQUES NATIONAUX, REGIONAUX, INTERNATIONAUX

- ❖ Accord instituant l'OMC et la loi n°95-008 du 10 Juillet 1995 autorisant la ratification. J.O n°2312 du 24 Juillet 1995, P. 1662.
- ❖ Article XIX du GATT 1994 et Accord sur les sauvegardes.
- ❖ Article XVI du GATT 1994 et Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.
- ❖ Article VI du GATT 1994 et Accord antidumping.
- ❖ Arrêté n° 4412/2018 du 02 Février 2018 fixant les formes et modalités de déclaration préalable et d'autorisation d'importation des produits objet d'enquête sur les mesures correctives commerciales. J.O n° 3827 du 23 Juillet 2018, P. 3236.
- ❖ Constitution de Madagascar de la Quatrième République, et le décret n°2010-994 du 11 Décembre 2010 portant sa promulgation. J.O n°3350 du 20 Janvier 2011, P. 85.

- ❖ Code des douanes 2019 d'après l'Ordonnance n° 2018-001 du 02 Décembre 2018 portant Loi de Finances 2019. J.O n° 3860 du 01 Janvier 2019, P. 74.
- ❖ Décret n°2017-695 du 16 Août 2017 fixant les procédures applicables en matière de mesures correctives commerciales. J.O n° 3801 du 26 Février 2018, P. 953.
- ❖ Décret n°2014-1726 du 12 Novembre 2014 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale chargée des Mesures Correctives Commerciales, modifié et complété par le décret n°2016-823 du 5 Juillet 2016. J.O n°3732 du 06 Février 2017, P. 706.
- ❖ Loi refonte sur la concurrence n° 2018-020 du 23 Août 2018. J.O n°3867 du 11 Février 2019, P. 865.
- ❖ Loi n°2017-047 sur le Développement de l'Industrie (LDI). J.O n°3821 du 22 Juin 2018, P. 2684.
- ❖ Loi n°2015-014 du 19 juin 2015 sur les garanties et la protection des consommateurs. J.O n°3647 du 26 Octobre 2015, P. 4602.
- ❖ Loi n°2003-036 du 30 janv.2004 sur les sociétés commerciales. J.O n°2890 Date du 01 Mars 2004, P. 1084.
- ❖ Loi n°1999-018 du 02 Août 1999 relative aux actes du commerce et commerçants. J.O du 16 Août 1999.
- ❖ Traité du COMESA et la loi n° 95-007 du 10 Juillet 1995 autorisant la ratification. J.O n°2312 du 24 Juillet 1995, P. 1629.
- ❖ **III- LES LEXIQUES, DICTIONNAIRES**
 - Glossaire des termes de concurrence, le marché pertinent. Communication de la commission européenne (en ligne : <https://www.concurrences.com>).
 - Lexique des termes juridiques. Dalloz, 23ème édition, 2015-2016.

IV- LES MEMOIRES DE RECHERCHE, THESES

- ALMOKHTAR AL MDAGHO, la notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC. Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 30 Juin 2014, 330 pages. (En ligne).
- RAKOTONIRINA VOAANGY VAOARILALA, la compétitivité des entreprises nationales dans le contexte de la mondialisation. Thèse de doctorat en économie, Université d'Antananarivo, 17 Décembre 2010, 474 pages.

V- LES RAPPORTS D'ETUDES

- Ambassade de France à Madagascar, le commerce extérieur de Madagascar en 2017. (<https://mg.ambafrance.org>).
- ANMCC, Mesures correctives commerciales. Module 05, 50 pages.
- ANMCC, rapport d'ouverture d'une enquête antidumping concernant les importations de lait concentré en provenance de la Malaisie, 13 pages.
- Banque mondiale, Madagascar-Vue d'ensemble. Disponible sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overviewdies2>
- BARTHELEMY, DG de l'ANMCC, mesures correctives commerciales : solution face à la concurrence déloyale des produits importés, 48 pages. Disponible sur : <https://www.fichier-pdf.fr/2017/08/22/presentation-anmcc-cci>
- Editorial fiscal, n°13. Novembre 2018, 5 pages (www.mfb.gov.mg).
- Examen de la politique commerciale. Rapport de Madagascar, 2015, 40 pages.
- FAO, le commerce extérieur a un impact sur la répartition des richesses. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/7x352f/x7352f02.htm>. Consulté le 11 Novembre 2019.
- JEAN-DAVID, Naudet, les petites entreprises à Madagascar. Statéco n°86, Avril 1997, 40 pages. (En ligne).
- JEAN-FRANÇOIS Fortin, analyse de la politique commerciale, vol 36, n°3, Septembre 2005, 339-360 pages. Disponible sur : <https://doi.org/10.7202/012026ar>
- Le COMESA en bref, croissance à l'unisson, prospérité partagée. Unité communication institutionnelle, Septembre 2018, 39 pages. Disponible sur: http://www.comesa.int/wp.../COMESA-in_brief-FINAL_email_exploid.pdf
- MONASSIER, Patrick, cours entreprise, classification des entreprises. 5 pages. Disponible sur : patrick.monassier.free.fr/cours_entreprise/entreprise/classification
- Perspective monde, balance commerciale de Madagascar avec la COI. Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945. Disponible sur <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MDG/fr/NE.RSB.GNFS.CD.html>
- RAHELIZATOVO Noro, étude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC. Cahier de Recherches en Analyses Economiques N° 13/2009, 52 pages.
- Rapport de l'Organe d'appel, affaire Etats-Unis – Acier laminé chaud en provenance de Japon. WT/DS184/AB/R, 24 juillet 2001, Paragraphe 222.
- Rapport Organe d'appel, EU-traitement fiscal des sociétés de ventes à l'étranger. WT/DS108/AB/R, 24 février 2000.

- Rapport Organe d'appel, États Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. WT/DS257/AB/R, 19 janvier 2004, paragraphe 64.
- Rapport Organe d'appel, Canada-Aéronef. WT/DS70/AB/R, 2 août 1999, paragraphe 157.
- Rapport Organe d'appel, EU- Viande d'agneau de Nouvelle Zélande et Australie. 1 Mai 2001, paragraphe 197.

VI- LES ARTICLES DE PRESSE

- ✓ Andrianalizah Tolotra, mesures anti-dumping : enquête sur le lait concentré sucré. L'express Madagascar, 25 Avril 2019. Clic. <https://lexpress.mg/25/2019>
- ✓ Arh, guerre de savons, Les nouvelles. 23 Novembre 2019. Clic. <https://www.newsmada.com/2019/11/23/guerre-de-savon-les-producteurs-locaux-defendent-leur-position>
- ✓ Bill, Savonnerie tire sonnette d'alarme contre l'importation sauvage de savons, Madagascar Tribune. 21 Novembre 2013. Clic. <https://www.madagascar-tribune.com/En-grandes-difficultes,19359.html>
- ✓ C.R, pression fiscale à Madagascar : un des plus faibles taux en Afrique, Ma laza. 2017. Clic. <https://matv.mg/pression-fiscale-a-madagascar-un-des-plus-faibles-taux-en-afrique/>
- ✓ D.M, importation massive de certains produits, La Gazette. 17 Janvier 2019. Clic. <http://www.lagazette-dgi.com/?p=24318>
- ✓ Expansion Madagascar n°20, nous entrons dans une nouvelle ère de la décentralisation. Novembre-Décembre 2019, 44 pages.
- ✓ Politika #014, Revue bimestrielle d'information et d'analyse. Juillet-Aout 2019, 42 pages.
- ✓ Politika #08, revue bimestrielle d'information et d'analyse. Avril-Mai 2018, 42 pages.
- ✓ Riana R., l'importation massive tue la production locale, Les nouvelles. 07 Février 2019. Clic. <https://lenouvelliste.com/article/166112/quand-limportation-massive-tue-la-production-et-leconomie-locales>

VII- LA WEBOGRAPHIE

- ❖ www.douanes.gov.mg/coi, consulté en Décembre 2019.

- ❖ https://fr.wikipedia.org/wiki/Philibert_Tsiranana, consulté en Août 2019.
- ❖ <http://www.sim.mg>, fraude douanière massive - saisie d'une dizaine de conteneurs, 14 Septembre 2015. Consulté Janvier 2019.
- ❖ https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_sur_les_tarifs_douaniers_et_le_commerce, accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Consulté en Novembre 2019.
- ❖ https://www.wto.org/french/tratop_f/adp_f/adp_info_f.htm, renseignements techniques sur les mesures antidumping. Consulté en Février 2019.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	1
LISTE DES ABREVIATIONS	2
SOMMAIRE	3
INTRODUCTION.....	4
PARTIE I : LES RAISONS D’ETRE DE LA PRISE DES MESURES DE PROTECTION DES ENTREPRISES LOCALES	7
CHAPITRE I : LE CONTEXTE.....	7
Section 1 : Notion juridique des entreprises locales	7
Paragraphe 1 : Définition d’entreprise et d’entreprise locale	8
A- Une organisation autonome :	8
B- Des activités économiques :	8
C- Un marché	9
Paragraphe 2 : Classification des entreprises locales	10
A- Classification des entreprises selon leurs dimensions	10
B- Classification de l’entreprise selon les branches d’activité et de production ...	10
C- Classification selon la forme juridique de l’entreprise	10
D- Composition du capital social des entreprises locales	11
Paragraphe 3 : Régimes relatifs au fonctionnement des entreprises locales	12
A- Libre accès aux activités économiques moyennant un agrément administratif	12
B- Soumission à des obligations comptables et fiscales	13
Section 2 : Grands principes régissant la concurrence dans le marché interne	13
Paragraphe 1 : Principe de la liberté et de la loyauté de la concurrence	13
A- Liberté de la concurrence : un principe garant de la liberté d’entreprendre	13
B- Libre concurrence soumise au principe de la loyauté	14
Paragraphe 2 : Principe de la compétitivité des entreprises et du bien-être des consommateurs	14
A- Renforcement de la compétitivité des entreprises	14

B- Le bien-être des consommateurs : une limite aux entreprises	14
Paragraphe 3 : Principe de la transparence et de la loyauté des transactions	15
A- Transparence tarifaire	15
B- Transparence du circuit de distribution.....	15
Section 3 : Evolution du cadre d'intervention des entreprises	16
Paragraphe 1 : Relations économiques au niveau du marché local	16
A- Le marché local en tant que marché intérieur.....	16
B- Le marché intérieur et l'intervention de l'Etat.....	17
Paragraphe 2 : Ouverture internationale du Marché.....	18
A- Droit de douane : seul moyen de protection des entreprises nationales, ainsi consolidé.	18
B- Principe de la non-discrimination	19
Paragraphe 3 : Vers des intégrations régionales	19
A- Relations économiques de Madagascar avec la COI (Commissions de l'Océan Indien)	20
B- Situation de Madagascar dans la COMESA	20
C- Situation de Madagascar au sein de la SADC	21
D- Relations économiques avec l'AGOA et l'ACP-UE	21
Paragraphe 4 : Effets de la libéralisation des échanges	22
A- Réduction des tarifs douaniers.....	22
B- Intensification de la concurrence dans le marché local	22
CHAPITRE II : LES ENJEUX.....	23
Section 1 : Les importations : au profit des consommateurs et au détriment des producteurs locaux	23
Paragraphe I : Tendance des consommateurs.....	23
A- Consommateurs et la diversification	23
B- Absence de choix : par manque de pouvoir d'achat	23
C- Absence de choix : par ignorance	24

Paragraphe 2 : Aspects préjudiciables de l'importation aux entreprises locales	24
A- Importations massives ou abusives	25
B- Préjudices subis par les producteurs locaux	26
C- Lien de causalité entre les dommages et l'importation	27
Section 2 : Comportements préjudiciables	29
Paragraphe 1 : Influence des infractions douanières	29
A- Politique douanière	29
B- Infraction douanière persistante	30
C- Impact aux producteurs locaux	30
Paragraphe 2 : Agissements déloyaux des exportateurs	31
A- Subvention spécifique	31
1- Définition de la subvention	31
2- Spécificité de la subvention	33
3- Motif des subventions	33
B- Le dumping	33
1- Définition du dumping	34
2- Motivation du dumping	34
Section 3 : Impacts économiques dus à l'atteinte des entreprises locales	35
Paragraphe 1 : Non compétitivité des produits locaux	35
A- Déstabilisation des prix des produits locaux	35
B- Coût élevé de la production	36
Paragraphe 2 : Affaiblissement des branches locales atteignant l'économie nationale	36
A- Atteinte aux secteurs économiques	36
B- Dépendance du marché à l'importation	37
C- Découragement à s'investir dans le secteur industriel	37

PARTIE II : LA CONCRETISATION DES MESURES DE PROTECTIONS DES ENTREPRISES LOCALES FACE AUX ASPECTS PREJUDICIAIBLES DE L'IMPORTATION	38
CHAPITRE I : DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION	38
Section 1 : Actions possibles.....	39
Paragraphe 1 : Requête de la branche de production nationale	39
Paragraphe 2 : Saisine d'Office de l'ANMCC	40
Section 2 : Prescriptions obligatoires	41
Paragraphe 1 : Conditions de fond	41
A- Pour le dumping.....	41
1- Détermination de l'existence du dumping	42
2- Détermination de l'existence d'un dommage important.....	42
3- Existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage	43
B- Pour les importations subventionnées.....	43
1- Détermination de la subvention prohibée	44
2- Conséquence dommageable de la subvention.....	44
3- Cause à effet des importations subventionnées et le dommage causé aux producteurs locaux	45
C – Pour les importations poussées en volume.....	45
1- Accroissement en quantité accrue des importations	45
2- Dommage grave	46
3- Lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave	46
Paragraphe 2 : Conditions de forme	47
A- Examen de la demande de la branche de production locale et la notification aux parties intéressées.....	47
B- Détermination préliminaire et la prise des mesures provisoires	48

C- Evaluation définitive et l'imposition des mesures définitives	49
Section 3 : Mesures correctives commerciales applicables	49
Paragraphe 1 : Mesures correctives commerciales circonstanciées	50
Paragraphe 2 : Condition d'application des mesures correctives commerciales	51
A- Application temporaire des mesures correctives commerciales	51
B- Application spéciale et différenciée des mesures	51
C- Octroi d'une compensation	52
Paragraphe 3 : Finalités des mesures correctives commerciales	52
A- Mesures de consolidation mais non pas d'élimination des importations	52
B- Equilibre du marché interne dans le respect de la NPF	52
CHAPITRE II: ANALYSE DE L'EFFECTIVITE DE CES MESURES DE PROTECTION ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	54
Section 1 : Intérêts de la prise des mesures correctives commerciales	54
Paragraphe 1 : Opportunité à la promotion des investissements locaux	55
A- Avoir le temps de s'en remettre pour les producteurs locaux	55
B- Incitation à l'investissement local	55
Paragraphe 2 : Penché vers une amélioration de la qualité de production et un gain pour le trésor public	56
A- Incitation à l'amélioration des productions nationales	56
B- Gain pour le trésor public	56
Section 2 : Réticence dans l'application des mesures prises	57
Paragraphe 1 : Enjeux des mesures de protection aux regards de l'opinion public ..	57
A- Vis-à-vis des consommateurs	57
B- Vis-à-vis des importateurs	58
Paragraphe 2 : Enjeux de la protection vis-à-vis des principes ainsi imposés par l'OMC	58
A- Mesures de protection des entreprises locales et le libre-échange	58
B- Mesures de protection et la facilitation des échanges	59

C- Possibilité de consultation de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) par le pays destinataire des mesures	60
Section 3 : Mesures d'accompagnement	60
Paragraphe 1 : Mesures communicationnelles	61
A- Renforcement de la visibilité des produits locaux	61
B- Complicité-consommateurs-producteurs et Administration dans l'information, éducation et communication	61
C- Notification aux opérateurs économiques des mesures correctives commerciales	62
Paragraphe 2 : Renforcement du cadre législatif.....	63
A- Reformes législatives.....	63
B- Instauration d'un cadre législatif en matière des mesures correctives commerciales	64
CONCLUSION	65
ANNEXE I	67
ANNEXE II.....	69
BIBLIOGRAPHIE	71
TABLE DES MATIERES	76

RESUME

La libéralisation, pratiquée à partir des années 90, rend plus intense la concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires. Cette étude met en lumière la situation des entreprises locales face à cette concurrence à l'importation. A cette fin, des documentations physiques que numériques, des enquêtes auprès des acteurs économiques et des administrations nationales ont été menées. Il en résulte que la majorité des industries nationales surtout celles du secteur agroalimentaire, textile et PPN sont vulnérables aux importations massives ou abusives. L'ANMCC est habilité à constater et le cas échéant à prendre des mesures de sauvegarde, compensatoires ou antidumping. L'hésitation du gouvernement dans l'application des mesures rend moins effective et insuffisante la protection. Des mesures d'accompagnement, renforcement du cadre législatif sont à prévoir.

MOTS CLES

Libéralisation, importation massive, importation abusive, entreprises locales, protection.